UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Diagnostic financier de l’entreprise privée : cas de l’ entreprise Toyota-Burundi s.p.r.l (2012-2016)

Mchapa, Gilbert

2018-06
UB, Sciences Economiques et Administratives
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/219

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET ADMINISTRATIVES

DIAGNOSTIC FINANCIER DE L'ENTREPRISE PRIVEE : Cas de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L (2012-2016)

Par

MCHAPA Gilbert

Composition du jury :

Président : Dr. Rédempteur NTAWIRATSA

Directeur : Pr. Dieudonné GAHUNGU

Membre : M.A Nestor BAYUBAHE

Mémoire présenté et défendu publiquement en vue de l'obtention du grade de Licencié en Sciences Economiques et Administratives

Option: Gestion et Administration

Bujumbura, Juin 2018

DEDICACE

A mes chers parents ;

A mes chers frères et sœurs ;

A mes camarades de classe ;

A tous ceux qui me sont chers.

Je dédie ce mémoire.

REMERCIEMENTS

Ce travail a été réalisé avec le concours de certaines personnes à qui nous voudrions exprimer notre profonde gratitude.

Nous adressons nos sincères remerciements particulièrement au Professeur Dieudonné GAHUNGU, professeur à la Faculté des Sciences Economiques et Administratives (F.S.E.A) de l'Université du Burundi, qui a bien voulu accepter de diriger ce travail malgré ses nombreuses obligations. Ses remarques pertinentes nous ont aidés à le mener à bien et nous ont été d'une grande utilité.

Nous exprimons notre grande gratitude aux membres du jury pour avoir accepté de lire ce travail et de faire partie du jury de son évaluation malgré leurs nobles et précieuses activités.

Nos remerciements sont également adressés à tous les professeurs et enseignants qui nous ont formés tout au long de notre scolarité depuis l'école primaire jusqu'à l'université pour leur contribution à notre formation intellectuelle et morale. Que les responsables et agents de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI se reconnaissent aussi pour leurs services.

Nous remercions vivement toutes les personnes qui, de près ou de loin, ont contribué matériellement et moralement à la réalisation de ce travail.

Enfin, à nos ami(e)s, de l'Université du Burundi, pour toutes les années vécues ensemble dans l'entente et la fraternité, nous disons grand merci.

LISTE DES ABREVIATIONS

A.C	: Actif Circulant
A.F.N	: Actif Fixe Net
A.I	: Actif Immobilisé
A.P.P.D	: Amortissement et Provision pour Dépréciation
A.T	: Actif Total
B.F.R	: Besoin en Fonds de Roulement
B.N	: Bénéfice Net
C.A	: Chiffre d'Affaires
C.A.F	: Capacité d'Autofinancement
C.P	: Capitaux Propres
C.T	: Court Terme
D.A.P	: Dotations aux Amortissements et Provisions
D.C.T	: Dettes à Court Terme
E.B.E	: Excédent Brut d'Exploitation
F.R.N	: Fonds de Roulement Net
F.S.E.A	: Faculté des Sciences Economiques et Administratives
FBU	: Francs Burundais
IDEC	: Institut de Développement Economique
I.F.R	: Insuffisance en Fonds de Roulement
R.A.F	: Ratio d'Autonomie Financière
R.A.P	: Reprises sur les Amortissements et Provisions
R.C.A.I	: Résultat Courant Avant Impôt
R.C.I	: Rentabilité des Capitaux Investis
R.C.S	: Ratio de Couverture de Stocks
R.E	: Résultat d'Exploitation
R.F	: Rentabilité Financière
R.F.A.C	: Ratio de Financement des Actifs Circulants
R.F.I	: Ratio de Financement des Immobilisations
R.F.P	: Ratio de Financement Permanent
R.H.E	: Résultat Hors Exploitation

R.L.G	: Ratio de Liquidité Générale
R.L.I	: Ratio de Liquidité Immédiate
R.L.R	: Ratio de Liquidité Réduite
R.N	: Résultat Net
R.P.C	: Ratio de Permanence de Capitaux
T.S.C.G	: Tableau des Soldes Caractéristiques de Gestion
TRE	: Trésorerie
V.A	: Valeur Ajoutée
V.A.B	: Valeur Ajoutée Brute
V.D	: Valeurs Disponibles
V.E	: Valeurs d'Exploitation
V.E.B	: Valeurs d'Exploitation Brute
V.E.N	: Valeurs d'Exploitation Nettes
V.M.P	: Valeurs Mobilières de Placement
V.R & D.B	: Valeurs Réalisables et Disponibles Brutes
V.R & D.N	: Valeurs Réalisables et Disponibles Nettes

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Découpage du bilan fonctionnel.....14
Tableau 2: Evolution des postes d'actif de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI (en FBU).....53
Tableau 3 : Evolution des postes du passif de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI (en FBU).....57
Tableau 4 : Actif restructuré de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L (en FBU).....62
Tableau 5 : Passif restructuré de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L (en FBU).....63
Tableau 6 : Calcul du F.R.N par le haut du bilan (en FBU).....65
Tableau 7 : Calcul du besoin en fonds de roulement (en FBU).....66
Tableau 8 : Calcul de la trésorerie de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L (en FBU).....67
Tableau 9 : Calcul du ratio de financement des immobilisations.....68
Tableau 10 : Taux de couverture des actifs circulants par le fonds de roulement.....68
Tableau 11 : Taux de couverture de stocks par le F.R.N.....69
Tableau 12 : Calcul du ratio de liquidité générale de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L.....71
Tableau 13 : Calcul du ratio de liquidité réduite de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L.....72
Tableau 14 : Calcul de la trésorerie immédiate de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L.....73
Tableau 15 : Calcul du ratio d'autonomie financière de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI.....74
S.P.R.L 74
Tableau 16 : Calcul du ratio de permanence des capitaux de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L.....75
Tableau 17 : Evolution de la marge commerciale de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L (en FBU).....76
Tableau 18 : Evolution de la valeur ajoutée de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R .L (en FBU).....77
Tableau 19 : Calcul du taux de couverture des frais du personnel par la V.A.....78
Tableau 20 : Evolution du résultat d'exploitation (en FBU).....79
Tableau 21 : Evolution du résultat courant avant impôt de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L (en FBU).....79
Tableau 22 : Evolution du résultat net de l'exercice de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L (en FBU).....80
Tableau 23 : Evolution de l'Excédent Brut d'Exploitation (en FBU).....81
Tableau 24 : Calcul de la C.A.F de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L (en FBU).....82
Tableau 25: Calcul et évolution de la rentabilité économique de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L.....84
Tableau 26 : Evolution de la rentabilité financière.....86

RESUME

La présente étude a pour objectif d'arriver à une connaissance parfaite de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L en faisant apparaître aussi bien ses points forts que ses points faibles. Autrement dit, l'objectif de notre étude est de diagnostiquer l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L afin de connaitre sa santé financière et, éventuellement, de proposer des solutions pour l'amélioration de la gestion financière. Nous avons voulu déterminer la rentabilité de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L (sa capacité à créer de la richesse) et sa solvabilité (son attitude à rembourser ses dettes). L'analyse est faite à l'aide des états financiers de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L tels que les bilans, les comptes de résultat à partir des données comptables allant de 2012 à 2016.

En effet, après avoir consulté les différents ouvrages et documents s'intéressant à notre sujet, nous avons constaté que l'entreprise n'est pas saine financièrement parlant et les résultats de l'entreprise ne sont pas suffisants pour lui permettre d'atteindre une rentabilité satisfaisante. Pour ce faire, les hypothèses suivantes n'ont pas été vérifiées : L'entreprise est-elle saine financièrement parlant ? ; Les résultats de l'entreprise sont suffisants pour lui permettre d'atteindre une rentabilité satisfaisante ?

Par conséquent, nous avons suggéré :

- A l'endroit des responsables de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L :

- A court terme
  - Ils doivent améliorer la rentabilité économique en augmentant les montants de vente c'est-à-dire la rotation ;
  - Les responsables de l'entreprise devraient concilier la dualité de rôle pour assurer la survie à long terme de l'entreprise
- A long terme
  - Les responsables de l'entreprise devraient contracter des crédits bancaires à moyen et long terme afin d'améliorer sa rentabilité financière.
  - A l'endroit de l'Etat :
- à court terme

L'Etat devrait accorder à l'entreprise des subventions en vue d'acquérir ou de créer des immobilisations.

- A long terme

L'entreprise n'est pas efficacement productive et la rentabilité de ses investissements est faible. Le capital social de l'entreprise. L appartenant en totalité au secteur privé, ce dernier devrait donc ouvrir le segment de production à des opérateurs publics afin qu'ils puissent y investir.

TABLE DES MATIERES

DEDICACE.....**i**
REMERCIEMENTS.....ii
LISTE DES ABREVIATIONS.....iii
LISTE DES TABLEAUX.....v
RESUME.....vi
TABLE DES MATIERES.....vii
0. INTRODUCTION GENERALE.....1
0.1. Problématique de la recherche.....2
0.2. Hypothèses de la recherche.....3
0.3. Objectifs de recherche.....3
0.4. Méthodologie de recherche.....3
0.5. Articulation du travail.....4
0.6. Délimitation du sujet.....4
CHAPITRE I. APPROCHES THEORIQUES ET CONCEPTUELLES SUR LE DIAGNOSTIC FINANCIER.....5
Section 1 : Notions générales sur diagnostic financier.....5
I.1.1. Définition des concepts.....5
I.1.2. Objectifs du diagnostic financier.....6
I.1.2.1. Objectifs généraux.....6
I.1.2.2. Objectifs spécifiques.....7
I.1.3. Intérêt du diagnostic financier.....7
I.1.4. Notion du diagnostic externe.....8
I.1.5. Notion du diagnostic interne.....8
I.1.6. Les démarches du diagnostic financier.....8
I.1.7. Les utilisateurs du résultat du diagnostic financier.....9
I.1.8. Les indicateurs du diagnostic financier.....9
I.1.9. Les sources d'information du diagnostic financier.....10

Section 2. Notions du bilan et d'équilibre financier.....11
I.2.1. Notion du bilan.....11
I.2.1.1. Le bilan comptable.....11
I.2.1.2. Le bilan fonctionnel.....14

I.2.1.3. Le bilan financier.....17
I.2.1.3.1. Le rôle du bilan financier.....18
I.2.1.3.2. La structure du bilan financier.....19
I.2.2. Notion d'équilibre financier.....21
I.2.2.1. Le fonds de roulement net (FRN).....21
I.2.2.2. Le besoin en fonds de roulement (B.F.R).....22
I.2.2.3. La trésorerie nette (T.N).....23
Section 3: Notion de ratio.....23
I.3.1. Ratios de structure.....24
I.3.2. Ratios de liquidité (ou de trésorerie).....26
I.3.3. Ratio de solvabilité générale.....27
I.3.4. Ratios d'équilibre financier.....28
Section 4. Notions de rentabilité et performance financière.....29
I.4.1. Notion de rentabilité.....29
I.4.2. Notion de performance financière.....30
I.4.2.1. Les indicateurs d'activité.....31
I.4.2.2. Les indicateurs de résultat.....34
I.4.2.3. Capacité d'autofinancement (C.A.F).....37
Conclusion du premier chapitre.....39
CHAPITRE II. PRESENTATION GENERALE DE L'ENTREPRISE TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L.....40
II.1. Historique d'entreprise.....40
II.2. Situation géographique.....40
II.3. Forme juridique.....41
II.4. Vision et mission de l'entreprise.....41
II.5. Objectifs de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L.....41
II.6. Organisation administrative de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L.....42
II.6.1. Organigramme de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L.....42

II.6.2. Attributions aux postes de Direction.....45
II.6.3. Attributions aux postes de chefs de services.....46
II.6.3.1. Service du personnel.....46
II.6.3.2. Service comptabilité.....46
II.6.3.3. Service vente des véhicules.....48
II.6.3.4. Service des relations publiques.....48
II.6.3.5. Service garage.....48
II.6.3.6. Service importation.....49
Il.6.3.7. Service magasin des pièces de rechange.....50
II.7. Perspectives d'avenir.....50
Conclusion du deuxième chapitre.....51
CHAPITRE III: LE DIAGNOSTIC FINANCIER DE L'ENTREPRISE TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L.....52
Section 1 : Analyse de la structure financière de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L.....52
III.1.1. Analyse des postes du bilan.....52
II.1.1.1. Analyse des postes d'actif.....52
III.1.1.1.1. Les actifs immobilisés.....54
III.1.1.1.1.1. Les logiciels informatiques.....54
III.1.1.1.1.2. Les terrains.....55
II. 1.1.1.1.3. Les autres immobilisations corporelles.....55
III.1.1.1.2. Les actifs circulants.....55
III. 1.1.1.2.1. Valeurs d'exploitation.....55
III.1.1.1.2.2. Valeurs réalisables à C.T.....56
III. 1.1.1.2.3. Valeurs disponibles.....56
III.1.1.2. Analyse des postes du passif.....56
III.1.1.2.1. Les capitaux permanents.....58
III. 1.1.2.1.1. Le capital social.....58
III. 1.1.2.1.2 Les réserves.....59
III. 1.1.2.1.3. Report à nouveau.....59
III. 1.1.2.2. Les dettes à court terme.....59
III.1.2. Structure du bilan financier.....60
III. 1.2.1. Passage des bilans comptables aux bilans financiers.....60
III. 1.2.1.1. Reclassement des postes du bilan comptable.....60

III. 1.2.1.2. Intégration des éléments hors bilan.....60
III. 1.2.1.3. Elimination de postes de l'actif fictif du bilan comptable.....61
III. 1.2.2. Bilans restructurés de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L (2012-2016).....61
III. 1.2.2.1. Actif restructuré de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L.....61
III. 1.2.2.2. Passif restructuré de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L.....62
III.1.3. Analyse de l'équilibre financier de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L.....63
III.1.3.1. Calcul du fonds de roulement net (F.R.N).....63
III.1.3.2. Calcul du Besoin en fonds de Roulement (B.F.R).....65
III.1.3.3. Calcul de la trésorerie de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L.....66
III.1.3.4. La ration d'autofinancement.....67
III.1.3.5. Ratio de couverture des actifs circulants par le fonds de roulement net.....68
III. 1.3.6. Ratio de couverture de stocks par le F.R.N.....69
III.1.3.7. Ratios de liquidité (ou de trésorerie).....69
III.1.3.7.1. Le ratio de liquidité générale.....70
III.1.3.7.2. Le ratio de liquidité relative (ou réduite).....71
III.1.3.7.3. Ratio de liquidité immédiate.....72
III.1.3.8. Ratio d'autonomie financière.....73
III.1.3.9. Ratio de permanence des capitaux.....74
Section 2. Etude de la rentabilité de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L.....75
III.2.1. Analyse des soldes intermédiaires de gestion.....75
III.2.1.1. La marge commerciale.....76
III.2.1.2. La valeur ajoutée.....76
III.2.1.3. Le résultat d'exploitation.....78
III.2.1.4. Le résultat courant avant impôt.....79
III.2.1.5. Le résultat net de l'exercice.....80
III.2.2. Détermination de l'excédent brut d'exploitation et de la capacité d'autofinancement.....81
III. 2.2.1. L'Excédent Brut d'Exploitation (E.B.E).....81
III. 2.2.2. Capacité d'autofinancement (C.A.F).....81
III.2.3. Etude de la rentabilité par la méthode des ratios.....83
III.2.3.1. La rentabilité économique.....83
III.2.3.2. La rentabilité financière.....85
Conclusion du troisième chapitre.....87
CONCLUSION GENERALE ET SUGGESTIONS.....89
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....93

ANNEXES.....95

0. INTRODUCTION GENERALE

L'instabilité économique de ces dernières années a instauré un climat de méfiance au sein des entreprises du fait du nombre croissant de faillites. L'analyse de la santé d'une entreprise (diagnostic financier) devient systématique dès lors que se créent des relations avec un tiers (fournisseurs, banquiers, salariés…). Les défaillances affectent l'existence entière d'une entreprise et représentent un coût très élevé non seulement pour l'entreprise en question, mais également pour ses collaborateurs, la région dans laquelle se situent l'entreprise et en général, l'économie d'un pays. Par conséquent, la prévision de la défaillance d'entreprises est importante pour tous ceux qui y sont impliqués : actionnaires, gestionnaires, salariés, prêteurs, fournisseurs, clients, Etat…

ZOPOUNIDIS. C. (1995), précise que : « la défaillance est définie généralement comme étant la situation dans laquelle une entreprise donnée ne peut pas rembourser ses prêteurs, ses actionnaires détenant des actions de préférence, ses fournisseurs etc… ou la situation d'un découvert ou le cas d'une faillite (la défaillance juridique). Toutes ces situations provoquent une discontinuité dans les activités de l'entreprise. Le diagnostic peut anticiper ces défaillances dans un double perspectif :

- D'une part, l'entreprise consomme des ressources financières, matérielles, humaines dont l'utilisation implique un coût, il est donc nécessaire de vérifier que ces ressources sont mises en œuvre de façon suffisamment efficace pour compenser et justifier le coût qu'elles occasionnent.
- D'autre part, les résultats permettent de dégager les ressources qui assurent le financement des investissements requis pour la croissance et le remboursement futur des dettes contractées par l'entreprise : le diagnostic doit donc s'attacher à déterminer l'aptitude de l'entreprise à susciter des surplus monétaires qui garantissent son équilibre financier et son développement à terme.

D'après BELLALAH. M. (2004**)**, le recours au diagnostic financier permet à l'entreprise de mettre en lumière les symptômes qui risquent de freiner la croissance de l'activité de l'entreprise et de prendre des mesures correctives qui s'imposent afin de poursuivre les objectifs fixés.

Il conduit à porter un jugement de valeur sur l'état de santé de l'entreprise et sur sa situation financière. L'élaboration d'un diagnostic approprié vise à mettre en exergue les forces de l'entreprise et à souligner ses faiblesses.

Selon MEUNIER- ROCHER. B. (2003), pour l'entreprise, la prise en conscience des problèmes doit se faire le plus tôt possible d'où la nécessité de faire pratiquer un diagnostic régulier pour déterminer et contrôler les clignotants.

Cette aptitude est dictée par plusieurs raisons :

- L'importance que l'on accorde aux variables financières pour élaborer et/ ou évaluer la politique financière,
- Les risquent encourus par les opérateurs,
- Le recours aux diverses sources de financement, etc.

En choisissant le sujet de recherche le « Diagnostic financier d'une entreprise privée : cas de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R. L» nous avons voulu appliquer un Diagnostic financier de cet office d'importance considérable mais qui est de temps en temps confronté à des problèmes de financement.

0.1. Problématique de la recherche

Toutes les entreprises ont pour objectif fondamental qui est la recherche de la rentabilité. Cette dernière est l'un des plus sérieux problèmes qui se posent au sein des entreprises. Dans la plupart des cas, ces problèmes proviennent d'un manque des moyens suffisants, de la multiplicité des objectifs, des différents aléas liés à l'environnement économique, politique et social ou tout simplement à l'instabilité ou l'incompétence des dirigeants de l'entreprise qui n'envisagent pas le plan stratégique de développement.

En effet, les entreprises connaissent des difficultés de rentabilité. Leurs activités ne leur permettent pas de dégager des bénéfices suffisants pour assurer le développement en raison notamment des missions qui sont les leurs.

Face à cette situation, pas mal de questions peuvent se poser sur notre cas d'analyse :

- ✓ Est- ce que la structure financière de l'entreprise est capable d'assurer son équilibre financier ?

- ✓ L'entreprise est- elle financièrement rentable étant donné qu'elle doit accorder les prêts à des catégories des personnes, des garanties insuffisantes ?

Selon MEUNIER-ROCHER. B. (2003), « une entreprise doit se faire effectuer périodiquement un bilan général afin de s'assurer sa solidité. Deux points de contrôle sont pertinents : la finance et la rentabilité.

C'est dans l'optique de tenter de répondre à ces interrogations que les hypothèses ci- dessous ont été formulées

0.2. Hypothèses de la recherche

Selon **COHEN**. **E. (2000)**, « l'hypothèse se définit comme une proposition de réponse à une question posée ». Suite à cette définition et en se référant aux questions ci-dessus posées, nous avons formulé les hypothèses suivantes :

Hyp1 : L'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L est-elle saine financièrement parlant ?

Hyp2 : Les résultats de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L sont suffisants pour lui permettre d'atteindre une rentabilité satisfaisante ?

0.3. Objectifs de recherche

L'objectif de notre travail de recherche est d'arriver à une connaissance parfaite de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L en faisant apparaître aussi bien ses points forts que ses points faibles. Autrement dit, l'objectif de notre étude est de diagnostiquer l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L afin de connaître sa santé financière et, éventuellement, de proposer des solutions pour l'amélioration de la gestion financière. Nous avons voulu déterminer la rentabilité de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L (sa capacité à créer de la richesse) et sa solvabilité (son aptitude à rembourser ses dettes).

Il s'agit d'évaluer la situation actuelle de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L mais aussi et surtout d'analyser sa situation avenir afin d'anticiper et donc de prévenir ses difficultés.

0.4. Méthodologie de recherche

Après le choix du sujet, la première phase de ce travail consiste à rassembler et à consulter les références bibliographiques en rapport avec le diagnostic financier. Au sujet de la revue documentaire, nous avons pris connaissance des ouvrages généraux, des rapports, des revues et

des mémoires parlant de l'analyse financière et surtout du diagnostic financier d'une entreprise. Tous ces documents ont permis d'avoir une idée nette et large sur le thème.

La deuxième phase est consacrée à la collecte des données statistiques auprès de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.PR.L.

La troisième phase est celle des entrevues avec certaines personnalités ciblées de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L, le directeur financier, les comptables, le directeur d'exploitation, le chargé du service des études et statistiques, le directeur technique, le chef du personnel, les magasiniers chargés de la gestion de stocks ainsi que les travailleurs du service de facturation (guide d'entretien en annexe). La quatrième phase concerne l'analyse par traitement des données comptables et financières en utilisant les indicateurs financiers avec interprétation des résultats en relevant les points forts et faibles afin de confirmer ou d'infirmer les hypothèses du travail.

0.5. Articulation du travail

Outre l'introduction générale et la conclusion générale, notre travail s'articule sur trois chapitres :

- le premier chapitre intitulé « Approches théoriques et conceptuelles sur le diagnostic financier » va s'attacher aux concepts théoriques de base sur le diagnostic financier, l'équilibre financier et la rentabilité de l'entreprise TOYOTA – BURUNDI S.P.R.L ;
- le deuxième chapitre qui est : « Analyse de la structure financière de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L», quant à lui, va se centrer sur l'analyse des postes du bilan et sur l'analyse d'équilibre financier ;
- le troisième chapitre portera sur : « Analyse de la rentabilité de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L » : il s'intéressera à l'analyse des soldes caractéristiques de gestion et l'appréciation de la rentabilité par la méthode des ratios.

0.6. Délimitation du sujet

S'agissant de la délimitation de notre sujet, nous nous limitons dans le temps et dans l'espace. Dans l'espace, nous nous focaliserons sur un seul cas qui est l'entreprise TOYOTA – BURUNDI S.P.R.L. Dans le temps, notre étude portera sur une période de cinq ans, c'est-à-dire de 2012 à

2016. Nous pensons qu'une période de cinq ans est suffisante pour faire un diagnostic financier de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L.

CHAPITRE I. APPROCHES THEORIQUES ET CONCEPTUELLES SUR LE DIAGNOSTIC FINANCIER

Section 1 : Notions générales sur diagnostic financier

Dans cette section, après la définition des concepts clés du diagnostic financier, nous allons dégager d'abord les objectifs et l'intérêt du diagnostic financier, les notions du diagnostic externe et interne, ensuite les utilisateurs du résultat du diagnostic financier, les indicateurs du diagnostic financier, les sources d'information du diagnostic financier et enfin la démarche du diagnostic financier.

I.1.1. Définition des concepts

a. Le diagnostic financier

Pour **COHEN.E. (1997)**, le diagnostic financier constitue « un ensemble de concepts, de méthodes et instruments qui permettent de formuler une appréciation relative à la situation financière d'une entreprise, aux risques qui l'affectent, au niveau et à la qualité de ses performances ». Aussi, il est défini comme un ensemble de constants fonctionnels, quantitatifs et qualitatifs consistant à faire le point sur la situation d'une entreprise en dégageant entre autres les points forts et les points faibles de l'entreprise, les risques et les opportunités face à des différents environnements(concurrentiel ou commercial, géographique, technologique, fiscal, politique) et chacun dans ses domaines d'activité.[1]

Etablir un diagnostic financier, c'est analyser la situation passée, présente et future d'une entreprise, d'un établissement ou d'un service.

De ces définitions proposées par ces différents auteurs, nous pouvons synthétiser en disant que faire un diagnostic financier revient à détecter, sur le plan financier, les points forts et les points faibles , les menaces et les opportunités de l'entreprise, en vue de mener des actions correctives.

b. L'analyse financière

L'analyse financière peut-être définie comme : « un ensemble de méthodes, d'analyse exploitant des informations financières et économiques destinées à apprécier l'entreprise dans sa globalité et à porter un jugement de valeur sur sa performance, sa situation financière, ses risques. Les informations traitées peuvent concerner le passé, le présent ou l'avenir ».

1 COHEN.E. Op. Cit, 1997, p.10

L'analyse financière peut aussi être définie comme un ensemble de réflexions et travaux qui permettent à partir des documents comptables et financiers, de caractériser la situation financière d'une entreprise, d'interpréter ses résultats et prévoir son évolution à plus ou moins long terme afin de prendre les décisions qui découlent de ces travaux de réflexion.

Pour **MEUNIER- ROCHER. B.** et **GRANDGUILLOT.F.** (2005), « l'objectif premier de l'analyse financière est d'établir un diagnostic financier de l'entreprise, elle est une aide à la prise de décision ».[2] L'analyse financière permet d'améliorer la gestion de l'entreprise, d'effectuer des comparaisons avec d'autres entreprises du même secteur et d'apporter des réponses aux questions suivantes » :[3]

- Quelle est la valeur de l'entreprise ?
- Quelle est la capacité de l'entreprise à créer de la richesse ?
- .L'entreprise elle- elle rentable ?
- Sa structure financière est- elle adaptée à ses besoins et ses ressources ?
- L'entreprise elle- elle compétitive ?
- Quels sont les points forts, les points faibles et les potentialités de l'entreprise ?
- Quels sont les risques encourus ?

I.1.2. Objectifs du diagnostic financier

I.1.2.1. Objectifs généraux

Pour **BARNETO** et **GREGORIE** (1997), le diagnostic financier a pour objectif principal d'apprécier la profitabilité, la rentabilité, la solvabilité et les grands équilibres financiers d'une unité économique.

HENRIETTE. B. (1995) dit que le diagnostic financier vise à porter un jugement de valeur sur deux volets essentiels qui caractérisent toute entreprise : sa performance globale et sa pérennité.

2 MEUNIER- ROCHER B., *Le Diagnostic financier*, 4ème édition actualisé et augmentée, p.8

3 GRANDGUILLOT B. et F., *Analyse financière*, 3ème édition, Gualino, Paris, 2005, p.17

La notion de performance globale couvre deux qualités essentielles : l'efficacité (aptitude à réaliser les objectifs fixés) et l'efficience (utilisation optimale des ressources). La notion de pérennité se réfère aux chances de survie de l'entreprise à court et à long terme. La pérennité s'observe sur la base de deux critères :

- ✓ La solvabilité (aptitude à assurer le règlement des dettes d'exploitation lorsqu'elles viennent à l'échéance et les dépenses qui conditionnent la continuité de l'activité) ;
- ✓ La flexibilité (aptitude à s'adapter aux évolutions de l'environnement) qui s'apprécie au travers de la capacité d'endettement, la durée du crédit et du crédit fournisseur, l'importance des actifs mobilisables à très court terme et la répartition du chiffre d'affaires par produit et par zone.

En résumé, nous pouvons dire que l'objectif du diagnostic financier est de se prononcer sur la performance financière et la pérennité de l'entreprise

I.1.2.2. Objectifs spécifiques

Selon **LOCHARD.J.** (1999), « les objectifs poursuivis dans le diagnostic financier dépendent à la fois des préoccupations des destinataires (dirigeants, actionnaires), des résultats de l'analyse, mais aussi celles de l'analyste basées sur son flair et les informations recueillies au fur et à mesure de l'analyse ».[4]

D'une part, pour les dirigeants d'entreprise, l'objectif spécifique poursuivit est de savoir si leur entreprise est en bonne santé, tandis que les actionnaires sont intéressés par la rentabilité immédiate (dividende), mais également par la perspective de gains futurs (bénéfice par action, plus-value en capital).

I.1.3. Intérêt du diagnostic financier

« Compte tenu du nombre croissant de faillites d'entreprise, il est prudent avant de signer un « gros » contrat avec un client d'évaluer la santé de ladite entreprise, ceci pour réduire les risques d'impayés ». L'analyse financière ou l'approche comptable ou encore l'analyse des états financiers s'attache à établir un diagnostic financier de l'entreprise sur la base des données historiques principalement le bilan et le compte de résultat afin d'évaluer la performance future. Quant au diagnostic financier, il est un jugement porté sur l'évolution des

4 *LOCHARD. J. Les ratios qui comptent, 2ème édition, paris, 1999, p.14*

comptes annuels dans le but de se rassurer de la valeur de l'entreprise et de sa rentabilité. « Le diagnostic financier repose sur quatre composantes à savoir :

- L'équilibre financier de l'entreprise ;
- Le degré de liquidité de l'entreprise ;
- Le degré de solvabilité de l'entreprise ;
- La rentabilité de l'entreprise ».

I.1.4. Notion du diagnostic externe

Un diagnostic externe identifie les opportunités et les menaces dans l'environnement externe de l'entreprise. Comme le précise GAHUNGU D, « l'entreprise doit analyser à la fois le macro-environnement (environnement démographique, économique, technologique, politico- règlementaire et socio-culturel) et le micro- environnement (clients, concurrents, circuits de distribution, fournisseurs) en identifiant tous les phénomènes susceptibles d'affecter son activité ».

I.1.5. Notion du diagnostic interne

Selon **BANDEREMBAKO. D**, « le diagnostic interne vise à définir le potentiel stratégique de l'entreprise c'est-à-dire les forces, les atouts sur lesquels elle pourra s'appuyer pour définir ses orientations stratégiques. Le diagnostic interne doit permettre de mettre en évidence le savoir- faire de l'entreprise, son métier, ses compétences » (2010, p. 273).

L'objectif du diagnostic interne est la mise en évidence des forces qui sont des aspects positifs à développer et des faiblesses qui sont des aspects négatifs à tenir compte.

I.1.6. Les démarches du diagnostic financier

Pour mener l'analyse financière, il y a des étapes à suivre :

- ✓ La première étape consiste à rassembler tous les documents utiles suivant l'objectif poursuivi. Ces documents peuvent être des bilans, des comptes de résultat, des annexes, des bilans sociaux et de tout autre document jugé nécessaire par l'analyste. Pour éviter de tirer des conclusions dues au hasard, on prend généralement des données des trois à cinq dernières années. C'est la fiabilité de l'information qui est recherche ;
- ✓ La deuxième étape consiste à une mise au point d'un certain nombre d'indicateurs pertinents suivant l'objectif de l'analyste. Ces indicateurs doivent être cohérents et convergents ;

- ✓ La troisième étape consiste à dégager les grandes tendances. On peut faire recours aux graphiques pour voir si l'évolution est défavorable ou favorable ;

- ✓ La quatrième et dernière étape permet de faire un diagnostic. Ainsi, on formule des potentialités financières, c'est-à-dire qu'on dégage les points forts et les points faibles de l'entreprise. On se détermine sur la tendance de l'évolution et on peut formuler des recommandations nécessaires.

I.1.7. Les utilisateurs du résultat du diagnostic financier

Selon **RAMAGE.J.**(2001), les utilisateurs du résultat du diagnostic financier sont essentiellement :

a) les banques et les établissements de crédit afin de décider de l'octroi de prêts en fonction de leur opinion sur la santé de l'entreprise ;
b) les actionnaires pour déterminer le niveau de rentabilité et de risque de leurs placements ;
c) les salariés pour mesurer si le potentiel de développement permet d'assurer l'emploi et la promotion de ceux qui y travaillent ;
d) les fournisseurs pour établir le niveau de risque de voir leurs créances impayées à l'échéance ;
e) les créditeurs de l'entreprise qui doivent certifier que les comptes annuels reflètent bien l'image de la réalité économique ;
f) les partenaires de l'entreprise pour étudier l'entreprise sur le plan de sa gestion, de sa solvabilité ou de sa rentabilité.

Henriette (1995) ajoute à la liste d'utilisateurs mentionnés ci- dessus :

a) les dirigeants d'entreprise et leurs conseillers pour le contrôle et le suivi des opérations engagées antérieurement, la préparation des décisions de gestion, la prévention des difficultés ;
b) les pouvoirs publics pour la décision d'octroi d'une aide ou d'une subvention ;
c) le pouvoir judiciaire pour le déclenchement d'une procédure de redressement ou de liquidation ;
d) les organismes spécialisés pour information publique.

I.1.8. Les indicateurs du diagnostic financier

L'on distingue trois importants ordres d'indicateurs du diagnostic financier :

- les indicateurs de l'équilibre financier, de liquidité et de solvabilité qui sont le fonds de roulement (F.R), le besoin en fonds de roulement (B.F.R) et les ratios de structure ;
- les indicateurs de performance qui sont le chiffre d'affaires, la production de l'exercice, la valeur ajoutée, l'excédent brut d'exploitation, le résultat d'exploitation, le résultat net de l'exercice etc… ;
- les indicateurs de rentabilité qui sont les ratios de croissance, de taux de marge brute, de rentabilité économique, financière, sociale etc.

I.1.9. Les sources d'information du diagnostic financier

L'analyse financière est menée essentiellement à partir de l'information comptable : bilan, compte de résultat, annexe, tableau des flux de trésorerie et tableaux de variation des capitaux propres.

Ces documents appelés « états financiers » font l'objet de retraitement et de reclassement (selon la finalité de l'analyse à effectuer) pour permettre de dégager des informations pertinentes sur la réalité économique et financière de l'entreprise. L'objectif est de chercher des agrégats significatifs qui se prêtent à l'analyse. D'autres sources d'information sont exploitées, nous pouvons citer :

- les rapports de gestion établis par les dirigeants de l'entreprise. Ces rapports fournissent des informations sur la vie économique, juridique et sociale de la société ainsi que sur sa politique en matière d'environnement. Ces rapports peuvent être complétés par le rapport sur le contrôle interne dont l'un des objectifs est de prévenir et de maîtriser les risques résultant de l'activité de l'entreprise ;
- le rapport général des commissaires aux comptes qui compte parties : une opinion sur les comptes annuels et une vérification du rapport de gestion accompagnée d'une communication des inexactitudes, irrégularités et infractions relevées ;
- d'autres documents d'information financière et prévisionnelle tels que le tableau de financement, le plan de financement, le compte de résultat prévisionnel sont aussi importants pour bien mener une analyse financière.

L'analyse financière doit prendre également en compte des éléments d'information extra-financière tels que le cycle de vie de l'entreprise, sa forme juridique, son secteur d'activité, son potentiel technique et humain, son appartenance à un groupe ou non, etc. Bref, l'analyse financière prend en compte toute information jugée pertinente et l'essentiel de cette information provenant des états financiers.

Section 2. Notions du bilan et d'équilibre financier

I.2.1. Notion du bilan

Le bilan est un inventaire à une date donnée de l'ensemble des actifs et des dettes de l'entreprise. Selon **SOLNIK.B. (1995)**, le bilan est un document comptable de synthèse qui donne à un moment précis une photocopie de l'entreprise. Ce tableau à double entrée contient à l'actif les emplois de fonds et au passif les ressources.

Le bilan donne des informations sur la situation financière et sur la valeur de l'entreprise, d'où son éclatement en trois sortes de bilans : bilan comptable, bilan fonctionnel et le bilan financier.

I.2.1.1. Le bilan comptable

Le bilan comptable est la visualisation du patrimoine de l'entreprise à une date donnée. Généralement, chaque entreprise établit un bilan comptable pour chaque année. En effet, grâce au bilan comptable, il est possible de connaître le détail de ce que possède l'entreprise : c'est ce que l'on appelle l'actif du bilan. De plus, une entreprise contracte des dettes envers les tiers dont le détail s'inscrit au passif. Le bilan comptable est composé de deux parties :

- ✓ L'actif du bilan qui correspond aux emplois et regroupe les actifs de différentes catégories de l'entreprise ;
- ✓ Le passif du bilan qui regroupe les ressources dont dispose l'entreprise.

a) L'actif du bilan comptable

L'actif du bilan comptable est subdivisé en trois grandes parties : *les actifs immobilisés*, *les actifs circulants* et *les comptes de régularisation active*.

1. Les actifs immobilisés

Les immobilisations sont des biens achetés par l'entreprise, destinés à rester dans la société plusieurs années, comme par exemple une photocopieuse, un ordinateur … Autrement dit, les actifs immobilisés sont des biens de toute nature, mobiliers ou immobiliers, corporels ou incorporels, acquis ou crées par l'entreprise, destinés à la servir d'une manière permanente.

Du point de vue financier, les actifs immobilisés sont des éléments stables qui se déprécient et qui se remplacent progressivement à la vitesse de leur dépréciation. Cette dépréciation est

reflétée par les techniques d'amortissement et de provisionnement. Les actifs immobilisés se subdivisent en immobilisations incorporelles ou non palpables (les frais d'établissement, les frais de recherche et développement, le fonds commercial, les concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires, les avances et acomptes sur immobilisations incorporelles), les immobilisations corporelles (terrains, constructions, installations techniques, matériels et outillages industriels, le matériel de transport, le matériel de bureau et informatique, le mobilier de bureau, les immobilisations en cours ainsi que les avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corporelles) et les immobilisations financières (titres de participation, créances rattachées à des participations, titres immobilisés, les prêts ainsi que les avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations financières).

- **Les amortissements et les provisions pour dépréciations d'immobilisations**

Les amortissements représentent la dépréciation des immobilisations due principalement à l'usure, donc au vieillissement des biens. Les amortissements viennent donc en déduction des immobilisations tandis que les provisions constituent des dépréciations, qui, à l'opposé des amortissements, sont réversibles. Puis qu'il s'agit de dépréciations, les provisions sont comptabilisées comme les amortissements, c'est- à- dire à l'actif, dans une colonne soustractive.

2. Les actifs circulants

L'actif circulant s'oppose à l'actif immobilisé dans la mesure où la notion de longévité sous-entendu dans les immobilisations laisse la place au court-terme (actif circulant). Les actifs circulants sont des éléments patrimoniaux nécessaires au déroulement du cycle d'exploitation, soumis dans la plupart des cas à une rotation rapide. Dans chaque cycle, ils passent de la forme d'actif physique (les stocks) à celle des créances (les stocks de produits finis qui ont été vendus mais non payés), puis de disponibilités (les créances qui ont été payées).

L'ensemble des stocks qui appartient à l'entreprise est constitué des matières premières et autres approvisionnements, des encours de production, des produits finis et intermédiaires et des marchandises. L'actif circulant comprend aussi les disponibilités (argent en caisse, sommes déposées sur les comptes bancaires) et les placements (argent disponible qui a été placé, mais qui peut être récupéré à tout moment) qui peuvent se transformer immédiatement et sans condition en argent liquide.

3. Les comptes de régularisation actif

L’actif du bilan comptable contient aussi les comptes de régularisation actif qui, à cause de leur signification particulière, ne peuvent être enregistrés ni dans les actifs circulants, ni dans les actifs immobilisés.

Cependant, ces postes représentent des simples jeux d’écritures destinées à faire respecter certaines règles fondamentales prônées par le plan comptable national. Ce sont des comptes techniques utilisés pour des ajustements de fin d’exercice. Il s’agit notamment des charges constatées d’avance, des charges à répartir sur plusieurs exercices, des primes de remboursement des obligations ainsi que les écarts de conversion actif.

b) Le passif du bilan comptable

Les grandes masses du passif du bilan comptable sont : *les capitaux propres*, *les provisions pour risques et charges*, *les dettes et les comptes de régularisation passif*.

1. Les capitaux propres

Les capitaux propres représentent la masse patrimoniale qui appartient aux actionnaires et qui est non exigible à la date de clôture du bilan. Ils regroupent le capital social, la prime d’émission, les réserves, le report à nouveau, le résultat de l’exercice, les subventions d’investissement, les provisions réglementées ainsi que les écarts de réévaluation.

2. Les provisions pour risques et charges

« Les risques et charges, nettement précisés quant à leur objet, et que des événements survenus ou en cours rendent probables, entrainent la constitution de provisions pour risques et charges. » (Définition extraite du code de commerce). Les provisions pour risques et charges sont constitués en fin d’exercice pour couvrir les risques identifiés, inhérents à l’activité de l’entreprise et les échéances incertaines (provisions pour litiges, pour garanties données aux clients, pour charges à répartir sur plusieurs exercices, etc…).

3. Les dettes

Les dettes représentent les ressources financières utilisées par l’entreprise pour une période déterminée, issues de ses liens avec les fournisseurs, les banques, l’Etat et le personnel. Les dettes sont classées en dettes financières (emprunts obligataires, les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit, les emprunts et dettes financières divers), dettes commerciales ou d’exploitation (les avances et acomptes reçus sur commandes en cours, les fournisseurs et les comptes rattachés), dettes fiscales et sociales, les dettes sur immobilisations et les comptes rattachés et les autres dettes.

4. Les comptes de régularisation passif

Au même titre qu'il y avait des charges constatées d'avance côté actif, il existe au passif du bilan comptable des produits constatés d'avance ainsi que les écarts de conversion passif. Ce sont des comptes techniques utilisés pour des ajustements de fin d'exercice. Pour faire un bon diagnostic financier, le bilan comptable est retraité. Ces retraitements conduisent au bilan fonctionnel et au bilan financier.

I.2.1.2. Le bilan fonctionnel

Le bilan fonctionnel s'établit sur la base du bilan comptable. En effet, il s'agit d'un bilan comptable retraité en masses homogènes et ordonné selon trois grandes fonctions (investissement, financement et exploitation) et représenté en valeur brute. Le bilan fonctionnel représente à un moment donné, les emplois et les ressources, quelle qu'en soit la qualification juridique, liés aux principaux cycles de fonctionnement de l'entreprise. Il permet :

- ✓ D'évaluer les besoins financiers stables et circulants ainsi que les ressources qui leur sont affectées ;
- ✓ D'apprécier l'équilibre financier entre les ressources de financement et les besoins de financement.

a) *La structure du bilan fonctionnel*

La structure du bilan fonctionnel se présente sous forme d'un tableau divisé en deux parties (emplois et ressources), composées chacune de trois masses homogènes significatives regroupant les postes selon leur rôle dans chacun des cycles.

Tableau 1 : Découpage du bilan fonctionnel

Emplois stables	Ressources stables
Emplois circulants	Ressources circulantes
Emplois de trésorerie	Ressources de trésorerie

Source : Voir supra, MEUNIER – ROCHER, B. (2003)

Ce découpage permet de calculer aisément des agrégats très significatifs sur le plan de la gestion et de caractériser l'équilibre financier de l'entreprise, à savoir : le fonds de roulement

fonctionnel, le besoin en fonds de roulement global et la trésorerie nette. En ce qui concerne la structure, le bilan fonctionnel enregistre les éléments d'actif et les éléments du passif.

b) L'actif du bilan fonctionnel

L'actif du bilan fonctionnel se compose de trois rubriques : l'actif stable, l'actif circulant et la trésorerie active.

1. L'actif stable

Les immobilisations comptabilisées en valeur brute (c'est-à-dire pour leur valeur d'achat) constituent des actifs stables par excellence car ce sont des biens achetés et destinés à être conservés plusieurs années dans l'entreprise. L'actif stable s'insère dans le cycle d'investissement de l'entreprise. L'actif stable inclut également les charges à répartir sur plusieurs exercices, dans la mesure où la nation de longévité est indéniable pour ce poste, exception faite des frais d'établissement.

2. L'actif circulant

L'actif circulant du bilan fonctionnel s'insère dans le cycle d'exploitation et/ou hors exploitation de l'entreprise. L'actif circulant du bilan fonctionnel est composé de l'actif circulant d'exploitation (c'est-à-dire de son activité courante et normale) et de l'actif circulant hors exploitation ou exceptionnel. L'actif circulant d'exploitation est constitué des avances et acomptes versés sur commandes en cours, des stocks des matières premières, produits finis, marchandises, produits intermédiaires, produits en cours, des créances clients et les comptes rattachés, les autres créances d'exploitation et les charges constatées d'avance d'exploitation. L'actif circulant hors exploitation du bilan fonctionnel est constitué des valeurs mobilières de placement (les V.M.P), du capital souscrit appelé non versé, de T.V.A déductible sur immobilisations, des charges constatées d'avance hors exploitation ainsi que des créances diverses.

3. La trésorerie active

Cette rubrique concerne le cycle de financement. Il s'agit exclusivement de la trésorerie que possède l'entreprise, soit les disponibilités en banques, en caisse, en C.C.P etc.

c) Le passif du bilan fonctionnel

Le passif du bilan fonctionnel se décompose également en trois parties : *les ressources permanentes, les dettes circulantes et la trésorerie passive*.

1. Les ressources permanentes

Les ressources permanentes appartiennent au cycle de financement. Elles représentent les financements stables. Les ressources permanentes se décomposent en deux sous-rubriques : les ressources propres et les dettes financières. Les ressources propres représentent les ressources qui appartiennent réellement à l'entreprise et on y trouve dans cette catégorie le capital social appelé, les primes d'émission et de fusion, les écarts de réévaluation, les réserves, le résultat de l'exercice, le report à nouveau, les provisions réglementées, les subventions d'investissement, les provisions pour risques et charges, les amortissements et provisions pour dépréciation d'actifs ainsi que les actifs fictifs en moins. Les dettes financières du bilan fonctionnel comprennent les emprunts obligataires, les emprunts auprès des établissements de crédit et les dettes financières diverses.

2. Les dettes circulantes

Les dettes circulantes appartiennent au cycle d'exploitation et/ou hors exploitation. Tout comme l'actif circulant, les dettes circulantes se scindent en exploitation et hors exploitation. Les dettes circulantes d'exploitation sont constituées des avances et acomptes reçus sur commandes en cours, des fournisseurs et comptes rattachés, des dettes fiscales et sociales, les autres dettes d'exploitation et les produits constatés d'avance d'exploitation.

Les dettes circulantes hors exploitation quant à elles sont constituées des dettes sur immobilisations, des dettes pour impôt sur les sociétés, des intérêts courus non échus, des dettes diverses ainsi que des produits constatés d'avance hors exploitation.

3. La trésorerie passive

Cette rubrique se rattache au cycle de financement. Il s'agit de prendre tous les concours bancaires plus des effets escomptés non échus.

❖ **Reclassement et retraitement pour passer du bilan comptable au bilan fonctionnel**

Cette section présente les corrections à effectuer au niveau du bilan. Le bilan comptable subit plusieurs modifications afin d'établir le bilan fonctionnel. Le principe est d'affecter le poste concerné dans la masse où sa signification économique est la plus pertinente compte tenu des informations disponibles. Il existe parfois plusieurs recommandations des fois même divergentes.

- Il faut reclasser certains postes du bilan comptable selon leur fonction. Ainsi :

- ✓ Les amortissements, provisions et pertes de valeur sur actifs sont reclassés en ressources[2] stables. L'actif immobilisé est mesuré en valeur brute. Les amortissements ne sont pas soustraits de l'actif, mais ajoutés aux ressources car ils représentent des capitaux épargnés pour financer le renouvellement des immobilisations ou de possibles dépréciations (l'amortissement fait partie de la capacité d'autofinancement). Raisonner en terme brute permet de faire une comparaison sectorielle (différents modes de constitution d'amortissement peuvent fausser cette comparaison si l'on considère la valeur nette) ;
- ✓ Les concours bancaires courants et les soldes créditeurs des banques ne constituent pas des ressources stables et sont reclassés dans la trésorerie passive ;
- ✓ Les intérêts courus non échus sur les emprunts et sur les prêts sont reclassés en dettes et créances hors exploitation. Ces intérêts doivent donc être passés du long terme au court terme ;
- ✓ Les valeurs mobilières de placement sont reclassées soit en emplois hors exploitation, soit en emplois de trésorerie ;
- ✓ Pour les produits et charges constatés d'avance, l'analyste externe n'est pas en mesure de les ventiler. On peut les laisser agrégés aux éléments d'exploitation. Ce qui importe, c'est garder la même logique lors que l'analyse porte sur plusieurs exercices. Si l'information est disponible, il faut les ventiler en exploitation et en hors exploitation ;
- ✓ Il faut aussi noter que les comptes courants d'associés non bloqués sont reclassés dans les ressources hors exploitation.

- Il faut aussi intégrer certains éléments hors bilan. Ainsi :

- ✓ Les effets escomptés non échus et autres créances cédées sont réintégrés au bilan. Les effets escomptés non échus sont des effets de commerce portés à l'escompte auprès d'une banque, l'échéance n'est donc pas encore atteinte ;

- Il faut aussi éliminer certains postes du bilan comptable qui ne représentent pas de véritables ressources ou emplois. Ainsi :

- ✓ Prime de remboursement des obligations est à éliminer du bilan fonctionnel puis qu'elle ne constitue pas une ressource. Ces primes sont retirées de l'actif et soustraites du montant des emprunts obligataires du passif.

I.2.1.3. Le bilan financier

Selon MEUNIER – ROCHER.B. (2003), « le bilan financier est le bilan comptable retraité en fonction de critères qui intéressent particulièrement les banques qui cherchent à apprécier la solvabilité d'une entreprise avant de s'engager vis-à-vis d'elle (en lui consentant par exemple un emprunt, des découverts bancaires…) ».

Pour GRANDGUILLOT.F. (2003), « le bilan financier est un bilan comptable après répartition du résultat, retraité en masses homogènes selon le degré de liquidité des actifs et le degré d'exigibilité des passifs et présenté en valeurs nettes ».

Il existe des divergences de finalité entre le bilan financier et le bilan fonctionnel, les principales mises en évidence sont :

- ✓ Le bilan financier permet une analyse externe réalisée par des tiers comme les banques et les fournisseurs ;
- ✓ Le bilan fonctionnel permet une analyse interne à l'entreprise ;
- ✓ Le bilan financier est réalisé dans une perspective de cessation d'activité c'est-à-dire qu'il doit répondre à la question suivante : si l'entreprise déposait son bilan, serait-elle à même de régler l'ensemble de ses dettes ?
- ✓ Le bilan fonctionnel est établi dans une optique de continuation d'activité.

La réalisation de ces deux bilans constitue une analyse tout à fait complémentaire et non contradictoire. Les trois mots clés du bilan financier sont :

- ✓ La liquidité qui est l'aptitude de l'entreprise à transformer plus ou moins rapidement ses actifs en trésorerie ;
- ✓ L'exigibilité exprime la capacité de l'entreprise à respecter les dates d'échéance de règlement de ses dettes ;
- ✓ Solvabilité exprime la capacité de l'entreprise à régler l'ensemble de ses dettes.

I.2.1.3.1. Le rôle du bilan financier

On établit le bilan financier pour :

- Vérifier la solvabilité de l'entreprise c'est-à-dire sa capacité de s'acquitter de ses dettes à court terme à l'aide de ses actifs circulants ;
- Apprécier la structure financière de l'entreprise dans une optique de liquidation ;
- Déterminer l'équilibre financier en comparant les différentes masses de bilan classées selon le degré de liquidité ou d'exigibilité et en observant le degré de couverture du passif ;
- Calculer divers ratios financiers tels que la liquidité, le fonds de roulement net global et le fonds de roulement financier ;
- Dresser le tableau de financement qui permet d'expliquer comme les emplois stables réalisés au cours de l'exercice ont été financés et comment s'est formé la variation du fonds de roulement global.

I.2.1.3.2. La structure du bilan financier

En ce qui concerne la structure, le bilan financier enregistre *les éléments d'actif* et *les éléments du passif*.

a) L'actif du bilan financier

L'actif du bilan financier est classé par ordre de liquidité croissante, c'est-à-dire du moins liquide au plus liquide. L'actif du bilan financier est subdivisé en deux parties : *l'actif à plus d'un an* et *l'actif à moins d'un an*.

1. L'actif à plus d'un an

L'actif à plus d'un an comprend les immobilisations et les autres actif à plus d'un. Les immobilisations constituent des actifs parmi les moins liquides de l'entreprise. En effet, l'entreprise les a acquises dans le but de les conserver longtemps. Seule leur vente les rendrait liquides, or tel n'est pas le but de l'entreprise. Le bilan financier étant effectué en vue d'une éventuelle liquidation, il s'agit de savoir si la vente des actifs et l'encaissement des créances permettraient le règlement de toutes les dettes de l'entreprise. C'est pourquoi les immobilisations sont intégrées au bilan pour leur valeur réelle appelée également valeur actuelle. Les autres actifs à plus d'un an comprennent le stock – outil appelé aussi le stock de sécurité (stock minimal que conserve l'entreprise afin d'éviter les ruptures de stock et est en quelque sorte « permanent » à l'entreprise), les clients douteux à plus d'un an et les autres créances à plus d'un an.

2. L'actif à moins d'un an

L’actif à moins d’un an regroupe tous les postes de l’actif circulant du bilan comptable sauf ceux qui ont été remontés (déclassés et inscrits) en actif à plus d’un an. L’actif à moins d’un an se répartit en trois rubriques : les valeurs d’exploitation, les valeurs réalisables et les valeurs disponibles. Les valeurs d’exploitation regroupent tous les stocks de l’entreprise, sauf le stock – outil qui a été classé en actif à plus d’un an. Les valeurs réalisables comprennent les immobilisations à moins d’un an, les avances et acomptes versés sur commandes en cours, les créances clients et les comptes rattachés, les autres créances à moins d’un an sauf les éventuelles créances remontées en actifs à plus d’un an et les valeurs mobilières de placement (V.M.P). Les valeurs disponibles quant à elles comprennent les éléments comme la caisse, la banque, les V.M.P facilement négociables, (celles qui seront vendues dans un avenir immédiat) ainsi que les effets à recevoir qui vont être portés à l’escompte ou qui arrivent à échéance très prochainement.

b) Le passif du bilan financier

Les éléments composant le passif du bilan financier sont classés par ordre d’exigibilité croissante, c’est-à-dire en fonction de leur date d’échéance de paiement, du long terme au court terme. Le passif du bilan financier fait donc apparaître deux grandes rubriques : *les capitaux permanents* et *les dettes à moins d’un an (les dettes à court terme)*.

1. Les capitaux permanents

Les capitaux permanents représentent les ressources qui restent à la disposition de l’entreprise pendant toute sa durée de vie. Ils se répartissent en deux composantes : les capitaux propres et les dettes à plus d’un an**.** Les capitaux propres sont composés par le capital social, les primes d’émission et de fusion, les écarts de réévaluation, les réserves, les bénéfices, le report à nouveau, les provisions réglementées et les subventions d’investissement.

Les dettes à plus d’un an sont des dettes contractées par une entreprise qui ont un délai d’échéance qui est supérieure à une année. Elles sont composées par les emprunts obligataires sauf la partie de l’emprunt remboursable à moins d’un an, les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit sauf la partie de l’emprunt remboursable à moins d’un an et sauf les découverts bancaires, les dettes financières diverses sauf les intérêts courus non échus et la partie de l’emprunt remboursable à moins d’un an, les provisions pour risques charges justifiées à plus d’un an, l’impôt sur les sociétés latent sur provisions réglementées et sur subvention d’investissement ainsi les produits constatés d’avance à long terme.

2. Les dettes à court terme

Les dettes à court terme sont des dettes contractées par l'entreprise, dont le délai d'échéance est inférieur à une année. Elles sont composées par les dividendes à payer, les provisions pour risques et charges justifiées à moins d'un, l'impôt sur les sociétés latent sur provisions réglementées et sur subventions d'investissement à court terme, les dettes financières à moins d'un an sauf les découverts bancaires, les intérêts courus non échus, les avances et acomptes reçus sur commandes en cours, les dettes fournisseurs et comptes rattachés, les dettes fiscales et sociales, les dettes diverses, les produits constatés d'avance à court terme ainsi que les découverts bancaires.

I.2.2. Notion d'équilibre financier

L'équilibre financier est analysé à partir de trois indicateurs de gestion fondamentaux : le fonds de roulement net, le besoin en fonds de roulement et la trésorerie nette.

Chaque indicateur est calculé en faisant la différence entre un montant des ressources et un montant des emplois correspondants au même cycle. En principe, d'après l'approche fonctionnelle, l'équilibre financier de l'entreprise est respecté si sa structure financière lui permet de financer sa croissance sans dégrader sa trésorerie de manière inquiète.

I.2.2.1. Le fonds de roulement net (FRN)

a) Définition et calcul du fonds de roulement net

Le fonds de roulement net représente le part des capitaux permanents qui n'a pas été investie en actifs fixes et reste disponible pour le financement du cycle d'exploitation de l'entreprise ». (KNEIPE. P, 1997,1997, p.23.

DEPALLENS.G. (1989), dit que : « le fonds de roulement net est la marge de sécurité constituée par l'excédent de l'actif circulant sur les dettes à court terme ».

Le fonds de roulement permet de répondre à la question suivante : « les ressources permanentes suffisent- elles à financer l'actif stable » ?

Il se calcule de deux façons : soit par le haut du bilan, soit par le bas du bilan.

Par le haut du bilan, le fonds de roulement net est l'excédent des capitaux permanents sur l'actif immobilisé.

FRN = Capitaux permanents – Actif immobilisé

Cette définition fournit une information sur les modalités de financement des investissements effectués dans les actifs immobilisés. Elle montre le montant des capitaux permanents utilisés dans l'acquisition des immobilisations.

Par le bas du bilan, le fonds de roulement net est l'excédent de l'actif circulant sur les dettes à court terme.

FRN = Actif circulant – Dettes à court terme

Cette définition met l'accent sur l'équilibre financier et, par conséquent, le degré de couverture de l'actif circulant par le passif circulant.

b) Signification financière du fonds de roulement net (F.R.N)

Le fonds de roulement net peut être positif ou négatif. Un fonds de roulement positif signifie que l'entreprise dégage un surplus de ressources permanentes par rapport à l'actif stable, qui pourra être utilisé pour financer d'autres besoins de l'entreprise. Par contre, lorsque le fonds de roulement est négatif on parle d'insuffisance en fonds de roulement (**I.F.R**) car, il manque des fonds (des ressources) pour financer les immobilisations. L'entreprise doit financer une partie de ses investissements par des dettes à court terme, ce qui n'est pas la formule la plus saine sur le plan financier.

I.2.2.2. Le besoin en fonds de roulement (B.F.R)[5]

Le besoin en fonds de roulement (B.F.R) est obtenu en faisant la différence entre l'actif circulant et les dettes circulantes.

Besoin en fonds de roulement = Actif circulant – Dettes circulantes

Il exprime le besoin net des financements provenant des opérations liées au cycle d'exploitation. Les besoins en fonds de roulement peuvent être décomposés en besoins en fonds de roulement d'exploitation (B.F.R.E) et en besoins en fonds de roulement hors exploitation (B.F.R.H.E). Le besoins en fonds de roulement d'exploitation (B.F.R.E) est obtenu en faisant la différence entre l'actif circulant d'exploitation et les dettes circulantes d'exploitation tandis que le besoins en fonds de roulement hors exploitation (B.F.R.H.E) est

5 MEUNIER - ROCHER B, Diagnostic financier, 4ème édition d'organisation, Paris, 2003, p.32

dégagé en faisant la différence entre l'actif circulant hors exploitation et les dettes circulantes hors exploitation.

D'où **B.F.R = B.F.R.E + B.F.R.H.E**

L'intérêt de distinguer le besoin en fonds de roulement d'exploitation et celui en fonds de roulement hors-exploitation dans le bilan fonctionnel de l'entreprise est de savoir si l'équilibre financier de l'entreprise provient de son activité propre, ou plutôt de ses opérations exceptionnelles.

c) Signification financière du besoin en fonds de roulement (B.F.R)

Le besoin en fonds de roulement peut-être positif ou négatif. Lorsque le besoin en fonds de roulement est positif, on parle de besoins en fonds de roulement (B.F.R) puis qu'il y a un surplus de besoins par rapport aux ressources.

Lorsque le besoins en fonds de roulement est négatif, on parle de ressources en fonds de roulement (R.F.R) car les ressources excèdent les besoins.

I.2.2.3. La trésorerie nette (T.N)

a) Définition et calcul de la trésorerie nette

Selon **MEUNIER – ROCHER, B**. « la trésorerie nette se calcule par la différence entre le F.R. et B.F.R ou entre la trésorerie active et la trésorerie passive ».

On a: **T.N = F.R - B.F.R**

Ou encore **T.N = Trésorerie active – Trésorerie passive**

Source : MEUNIER-ROCHER, B. Diagnostic financier, édition d'organisation, Paris, 2003

Ce solde permet de savoir si l'entreprise possède une trésorerie saine, c'est-à-dire ni trop positive, ni trop négative. La trésorerie est la résultante de maintes stratégies car son état est étroitement lié à celui du fonds de roulement et du besoin en fonds de roulement.

b) Les équilibres financiers de la trésorerie nette

L'analyse de la situation financière d'une entreprise permet de porter un jugement de valeur sur son état de santé financière en s'intéressant à l'étude de la trésorerie nette. De ce point de vue, la trésorerie est un indicateur de solvabilité. Lorsque la trésorerie nette est excédentaire,

on parlera de trésorerie active et on procédera à un placement à court terme auprès de son banquier.

Par contre, en cas d'insuffisance de fonds, on parlera de trésorerie passive et on devra recourir à l'emprunt à court terme pour combler le déficit de financement. Autrement dit, l'entreprise fera un appel aux découverts bancaires pour la différence. Lorsque la trésorerie nette alterne des signes, cet état reflète une situation financière normale pour l'entreprise.

Section 3: Notion de ratio

Un ratio est un rapport entre deux grandeurs caractéristiques de l'activité et de la situation économique de l'entreprise.

Selon **LANGLOIS. G.** et **MOLLET. M.** : « un ratio est un outil de comparaison qui vise à, analyser la gestion, la rentabilité et la structure financière de l'entreprise ». (**LANGLOIS. G.** et **MOLLET. M.**, 2005).

Un ratio ne doit pas s'analyser seul. Il doit, si possible, en fonction des données fournies par l'entreprise, se calculer sur plusieurs années afin de permettre le suivi de l'évolution de l'entreprise. De plus, il est important de connaître les ratios moyens du secteur d'activité afin de pouvoir se situer par rapport à la concurrence.

Au nombre de ces ratios, nous distinguons quatre types de ratios : les ratios de structure financière, les ratios de liquidité, les ratios de rentabilité et les rations d'exploitation. Pour le cas présent d'étude, nous insisterons sur les ratios de structure financière, les ratios d'équilibre financier, les ratios de liquidité, les ratios de solvabilité générale et les ratios de rentabilité. A chaque question correspond un ratio et son interprétation. Exemples des ratios qui seront utilisés dans cette analyse.

I.3.1. Ratios de structure

Les ratios de structure ont pour objectif de mesurer la part relative de chaque poste du bilan pour connaître la composition des emplois et des ressources de l'entreprise. L'intérêt de ces ratios de structure apparaît au niveau de la comparaison, soit par rapport à ceux d'un concurrent, soit par rapport à des ratios antérieurs. Les principaux ratios de structure sont : le ratio d'autonomie financière ou ratio de capacité d'endettement, le ratio de capacité de remboursement, le ratio de financement des immobilisations, le ratio de l'autofinancement et le ratio d'endettement à terme.

a) Ratio d'autonomie financière[6]

Le ratio d'autonomie financière permet de connaître la part qu'occupent les capitaux propres dans l'ensemble des capitaux permanents utilisés par l'entreprise. Il se calcule en faisant le rapport entre les capitaux propres et les capitaux permanents.

$$\textit{Soit, ratio d'autonomie financière} = \frac{\textit{Capitaux propres}}{\textit{Capitaux permanents}}$$

Ce ratio permet de répondre à la question suivante : « l'entreprise n'a –t-elle pas contracté trop d'emprunts » ? Il permet de déterminer si l'entreprise est ou non dépendante des banques. La norme bancaire est que ce ratio soit inférieur à l'unité.

b) Ratio de capacité de remboursement[7]

Ce ratio mesure la capacité de remboursement de l'entreprise. Il exprime le délai théorique de remboursement des capitaux empruntés à long et moyen terme. Ce ratio s'accompagne de deux hypothèses : l'affectation de toute la capacité d'autofinancement au remboursement et le maintien de la capacité d'autofinancement au même niveau durant la durée de ces remboursements. Ce ratio permet de répondre à la question suivante : « en combien de temps l'entreprise serait- elle capable de rembourser ses dettes financières (emprunts) si elle utilisait toute sa CAF à cet usage » ? Ce ratio devrait être inférieur à 3 ou à 4. Il se calcule comme suit :

$$\textit{Ratio de capacité de remboursement} = \frac{\textit{Dettes à long et moyen terme}}{\textit{Capacité d'autofinancement}}$$

c) Ratio de financement des immobilisations[8]

Ce ratio mesure la couverture d'actif stable par les ressources permanentes. Ce ratio permet de répondre à la question suivante : « les immobilisations sont- elles financées par des ressources permanentes » ?

$$\textit{Soit, Ratio de financement des immobilisations} = \frac{\textit{Ressources permanentes}}{\textit{Actif stable}}$$

6 NIYONKURU, B. et UMURERWA, A. Diagnostic financier de l'Entreprise publique de transport, p.50
7 NIYONKURU. B. et UMURERWA, A. Diagnostic financier de l'Entreprise publique de transport, p.43
8 Ibidem

d) Ratio d'autofinancement[9]

Ce ratio mesure la part de la valeur ajoutée consacrée à l'autofinancement.

$$\textbf{Soit, Ratio d'autofinancement} = \frac{\textbf{Autofinancement}}{\textbf{Valeur ajoutée}}$$

e) Ratio d'endettement à terme[10]

Ce ratio mesure l'autonomie financière de l'entreprise. Pour être jugé acceptable, ce ratio doit être supérieur à 50%.

$$\textit{Soit, Ratio d'endettement à terme} = \frac{\textit{Capitaux propres}}{\textit{Dettes à plus d'un an}}$$

I.3.2. Ratios de liquidité (ou de trésorerie)

Les ratios de liquidité sont calculés comme si l'entreprise allait être vendue. Cette optique liquidative permet aux tiers de mesurer les risques de non-paiement encourus dans leurs rapports avec l'entreprise. Les ratios de liquidité ont pour objet de juger l'aptitude de l'entreprise à honorer ses dettes à court terme au moyen de la transformation progressive de son actif circulant en trésorerie. Au nombre de ces ratios, on distingue : le ratio de liquidité immédiate, le ratio de liquidité réduite et le ratio de liquidité générale.

a) Ratio de liquidité immédiate[11]

Ce ratio mesure la capacité de l'entreprise à payer ses dettes à court terme en utilisant les disponibilités. Ce ratio permet de répondre à la question suivante : « L'argent disponible suffit- il à financer la totalité des dettes à court terme » ? Pour calculer ce ratio, il suffit de faire le rapport entre les disponibilités et les dettes à court terme.

$$\textit{Ratio de liquidité immédiate} = \frac{\textit{Valeurs disponibles}}{\textit{Dettes à court terme}}$$

9 MEUNIER- ROCHER B., *Le Diagnostic financier*, édition d'organisation Paris, 2003, p.44

10 NIYONKURU. B. et UMURERWA, A. Diagnostic financier de l'Entreprise publique de transport, p.44

11 MEUNIER- ROCHER B., *Le Diagnostic financier*, édition d'organisation Paris, 2003, p.50

$$Ratio\,de\,liquidité\,réduite = \frac{Valeurs\,disponibles + Valeurs\,réalisables}{Dettes\,à\,court\,terme}$$

b) Ratio de liquidité réduite[12]

Ce ratio mesure la capacité de l'entreprise à payer ses dettes à court terme en utilisant les créances et les disponibilités. Il exprime la capacité de l'entreprise à honorer ses engagements à court terme sans recourir à la vente de ses stocks.

Ce ratio permet de répondre à la question suivante : « L'argent dont dispose l'entreprise à la banque, plus l'argent qu'elle attend de ses créanciers (clients et autres) suffisent-ils à payer toutes les dettes à court terme » ? Normalement, ce ratio doit être supérieur à l'unité et se calcule comme suit :

c) Ratio de liquidité générale[13]

Ce ratio est appelé également ratio de solvabilité à court terme. Il mesure la capacité de l'entreprise à payer ses dettes à court terme en utilisant ses actifs à court terme. Ce ratio permet aussi d'apprécier si l'entreprise a une marge de sécurité suffisante. Les banques exigent habituellement que ce ratio soit supérieur à l'unité, ce qui signifie que le fonds de roulement financier est positif. Il permet de répondre à la question suivante : « L'argent disponible, plus l'argent que l'entreprise va encaisser de ses débiteurs, plus l'argent immobilisé dans tous ses stocks permettraient-ils d'assurer le paiement de toutes les dettes à court terme » ?

Ce ratio se calcule comme suit :

$$Ratio\,de\,liquidité\,générale = \frac{valeurs\,disponibles + Valeurs\,realisables + valeurs\,dùexploitatio}{Dettes\,à\,court\,terme}$$

12 MEUNIER- ROCHER B., *Le Diagnostic financier*, édition d'organisation Paris, 2003, p51
13 Idem

I.3.3. Ratio de solvabilité générale[14]

Ce ratio mesure la capacité de l'entreprise à payer l'ensemble de ses dettes en utilisant l'ensemble de l'actif et doit être supérieur à l'unité. Pour le calculer, il suffit de faire le rapport entre l'actif total et les capitaux étrangers (dettes à long, moyen et court terme).

$$Soit\ ,\ Ratio\ de\ solvabilité\ générale = \frac{Total\ actif}{Dettes}$$

I.3.4. Ratios d'équilibre financier

L'étude des ratios de l'équilibre financier va nous permettre de porter un jugement de valeur sur l'équilibre financier et solvabilité (ou la liquidité de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI). Citons- en quelques :

a) Ratio de financement permanent[15]

Ce ratio est aussi appelé ratio de financement des immobilisations. Il doit normalement être supérieur à l'unité, ce qui signifie que le fonds de roulement est positif et que l'entreprise dispose d'une marge de sécurité des capitaux permanents disponibles pour financer les besoins nés du cycle d'exploitation. Un ratio inférieur à l'unité signifie que le fonds de roulement est négatif. Le financement permanent est le financement des actifs fixes par les capitaux permanents. Ce ratio de financement permanent mesure la stabilité des ressources affectées au financement des actifs stables.

Le ratio de financement permanent est donné par la formule ci- dessous :

$$RFP = \frac{Capitaux\ permanents}{Actif\ immobilisé}$$

b) Ratio de couverture de stocks par le FRN

Ce ratio est donné par le rapport entre le fonds de roulement et les valeurs d'exploitation. Il indique la part des valeurs d'exploitation financée par le fonds de roulement. Il est donné par la formule ci- dessous :

---

14 MEUNIER- ROCHER B., *Le Diagnostic financier*, édition d'organisation Paris, 2003, p52

15 LANGLOIS. G., *Gestion financière*, Edition Foucher, Paris, 2005, p.30

$$Taux\ de\ couverture\ de\ stocks = \frac{FRN}{V.E}$$

c) Ratio de couverture des actifs circulants par le FRN

Le ratio de couverture des actifs circulants qui oscille généralement entre zéro et un en cas d'existence du fonds de roulement positif montre la part de l'actif circulant couverte par le fonds de roulement. Il se calcule comme suit :

$$R.C.A.C = \frac{FRN}{A.C}$$

Section 4. Notions de rentabilité et performance financière

I.4.1. Notion de rentabilité[16]

GORE et **DIPOU** écrivent qu' « une entreprise n'est rentable que dans la mesure où les revenus qu'elle procure permettent d'assurer la rémunération des capitaux investis et l'expansion de son potentiel économique » (**GORE. F** et **DIPOU. C.** 1979, P_{857}).

Quand à **R. BOUCHET**, il définit la rentabilité comme étant « l'aptitude d'une entreprise à secréter un résultat exprimé en unité monétaire » (**BOUCHET. R**, 1960, P_{119}). Il y a lieu de distinguer deux catégories de rentabilité : la rentabilité économique et rentabilité financière.

a) Rentabilité économique

Ce ratio est appelé également rentabilité des investissements ou rentabilité des capitaux investis (R.C.I). Il permet de répondre à la question suivante : « Si l'entreprise investit 100F, combien cela lui rapporte-t-il » ? Le but de calculer la rentabilité économique est de mesurer la rentabilité des capitaux investis (capitaux propres et empruntés) dans l'entreprise.

La notion de rentabilité économique ou rentabilité des capitaux investis(RCI) est fondamentale, en ce qu'elle permet d'évaluer la performance de l'entreprise considérée comme une entité économique indépendante de ses bailleurs de fonds c'est-à-dire qu'elle est calculée sans tenir compte du mode de financement de celle-ci. Il s'exprime en pourcentage et est calculé de la manière suivante :

$$Rentabilité\ économique = \frac{E.B.E\ ou\ Résultat\ d'exploitation}{Capitaux\ investis} \times 100$$

16 MEUNIER- ROCHER B., *Le Diagnostic financier*, édition d'organisation Paris, 2003, p.60

Avec capitaux investis = immobilisations brutes + B.F.R.E (sur un bilan fonctionnel).

Le taux de rentabilité économique doit être le plus élevé possible et progresse d'une année sur l'autre. On doit donc calculer la variation d'une année sur l'autre, mais aussi la comparer aux moyennes sectorielles. Un taux de rentabilité économique élevé indique que l'entreprise pourra rembourser ses dettes et qu'elle est performante.

b) Rentabilité financière[17]

Ce ratio est aussi appelé rentabilité des capitaux propres. Il permet de répondre à la question suivante : « En plaçant leur argent dans l'entreprise, les associés ou actionnaires ont-ils fait un bon placement » ? Il permet d'évaluer la capacité de l'entreprise à rentabiliser les fonds investis par les actionnaires et les associés. Si ce n'est pas le cas, les actionnaires risquent de vendre leurs actions, ce qui entrainerait une baisse du cours de l'action et un risque de rachat de l'entreprise. Normalement, ce ratio doit être supérieur au taux du marché monétaire et bien-sûr le plus élevé possible. Il est nécessaire de comparer ce ratio par rapport à la rentabilité financière moyenne du secteur afin de juger des performances de l'entreprise.

Il est conseillé également de suivre son évolution dans le temps et de la comparer avec la rentabilité économique. Il est exprimé en pourcentage et est calculé de la façon suivante :

$$Rentabilité\ financière = \frac{Résultat\ net\ de\ l'\ exercice}{Capitaux\ propres} \times 100$$

I.4.2. Notion de performance financière

La performance, concept de référence dans les approches théoriques et la pratique économique intègre des notions diverses dont les plus importantes sont : la croissance de l'activité, la profitabilité, la rentabilité, la productivité et l'efficacité. La performance d'une entreprise est comprise en termes de croissance, qui est l'aptitude de l'entreprise à augmenter son volume d'activité. Les indicateurs utilisés pour analyser cette croissance sont : le chiffre d'affaires, la production de l'exercice, la marge commerciale et la valeur ajoutée. Ces indicateurs sont des indicateurs d'activité.

17 MEUNIER- ROCHER B., *Le Diagnostic financier*, édition d'organisation Paris, 2003, p.63

La performance est également comprise en termes d'indicateurs portant sur les résultats de l'entreprise qui sont : l'excédent brut d'exploitation, le résultat d'exploitation, le résultat exceptionnel, le résultat courant avant impôt et le résultat net de l'exercice. Ces indicateurs sont des indicateurs de résultat. Les indicateurs d'activité et ceux de résultat sont analysés à partir du compte de résultat qui se fait en soldes intermédiaires de gestion aussi appelés soldes caractéristiques de gestion (S.I.G ou S.C.G).

I.4.2.1. Les indicateurs d'activité

Les indicateurs d'activité permettent de connaître la valeur intrinsèque de l'activité d'une entreprise portant sur ses aspects industriels et commerciaux. Au nombre de ces indicateurs, nous distinguons : le chiffre d'affaires, la production de l'exercice, la marge commerciale ainsi que la valeur ajoutée.

a) Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est le montant des ventes réalisées par l'entreprise avec les tiers au cours de l'exercice. C'est un indicateur d'activité externe. Le montant du chiffre d'affaires importe peu, c'est sur son évolution comparée à celle du secteur qu'il faut focaliser l'analyse. Il est constitué par la somme des ventes des marchandises et de la production vendue de biens et services. L'analyse du chiffre d'affaires est nécessaire pour caractériser la place de l'entreprise dans son secteur d'activité, sa position sur le marché, ses aptitudes à développer différentes activités d'une manière profitable.

b) **Production de l'exercice**[18]

La production de l'exercice est obtenue en faisant la somme de la production vendue, la production stockée et la production immobilisée.

Soit, X° de l'exercice = X° vendue + X° stockée + X° immobilisée

Ce solde concerne uniquement les entreprises industrielles et reflète l'ensemble de ce que l'entreprise a produit (les produits finis vendus, les produits finis qu'elle possède en stock, les produits en cours, les produits finis qu'elle a conservés pour elle-même…). En effet, la production de l'exercice ne représente pas une entité homogène car, elle amalgame des produits finis comptabilisés au prix de vente (production vendue) avec des produits finis enregistrés au coût de production (production stockée et immobilisée).

18 MEUNIER- ROCHER B., *Le Diagnostic financier*, édition d'organisation Paris, 2003, p.67

c) Marge commerciale[19]

La marge commerciale est égale à la vente de marchandises déduction faite des coûts d'achats de marchandises vendues.

Soit, M.C = Vente des marchandises – C.A.M.V

Comme son nom l'indique, ce solde n'existe que dans les entreprises commerciales, c'est-à-dire les entreprises qui ne fabriquent pas leurs produits mais qui les achètent dans le but de les revendre en l'état. La marge commerciale est en général (et heureusement) positive, ce qui signifie que le chiffre d'affaires lié à la vente de marchandises permet de couvrir les achats de marchandises et en principe de rétribuer les tiers autres que les fournisseurs de ces marchandises : personnel, organismes sociaux, Etat, associés ou actionnaires. La marge commerciale doit être calculée sur plusieurs années afin de pouvoir constater l'évolution de l'activité de l'entreprise. Il est intéressant, par ailleurs, de comparer la marge commerciale de la société avec la moyenne des marges commerciales des entreprises du même secteur d'activité, ceci afin de vérifier quelle position elle tient par rapport à ses concurrents.

Une analyse interne de la marge commerciale s'intéresse aux marges de différents produits ou gamme de produits de façon à voir leur contribution respective. L'analyse peut se faire à travers le taux de marge.

$$Soit\ Taux\ de\ Marge = \frac{Marge\ commerciale}{Chiffre\ d'affaires} \times 100$$

Ce ratio permet de répondre à la question suivante : « pour 100 F de ventes, combien l'entreprise gagne-t-elle » ?

d) La valeur ajoutée[20]

La valeur ajoutée est égale à la marge commerciale majorée de la production de l'exercice déduction faite des consommations intermédiaires (approche soustractive).

Soit, V.A = M.C + X° de l'exercice – C.I

19 CONSO P., *Gestion financière de l'entreprise*, tome 1, 7ème édition, Dunod, Paris, 1994, p.45

20 MEUNIER- ROCHER B., *Le Diagnostic financier*, édition d'organisation Paris, 2003, p.52

Elle mesure le poids économique de l'entreprise. Elle représente une richesse supplémentaire apportée par l'entreprise et permet de répondre à la question suivante : « En quoi l'entreprise apporte-t-elle un plus à ce qu'elle a déjà investi »?

L'entreprise industrielle a pour vocation de créer la richesse (valeur), ce qui implique la transformation des matières premières en vue d'obtenir les produits finis, soit une richesse créée au sein de l'entreprise au cours d'une période donnée. Les facteurs de production utilisés ne peuvent être rémunérés que dans la mesure où la valeur ajoutée est suffisante pour couvrir leur coût.

Ceux qui apportent cette richesse sont :

- Les salariés (le facteur travail) ;
- Les machines (le facteur capital) ;
- L'Etat (c'est du gouvernement qu'émane toute l'infrastructure : routes, etc.) ;
- Les banques (qui permettent l'expansion économique de l'entreprise par ses prêts et ses découverts bancaires) ;
- Les associés ou actionnaires (qui sont à l'origine de la création de l'entreprise)
- L'entreprise elle-même (de par son auto- financement).

Tous ces facteurs contribuent à la fabrication des produits finis et c'est la valeur ajoutée qui doit permettre de les rémunérer. Ce qui se traduit pour entreprise par :

- Les charges de personnel (pour la valeur qui est ajoutée par les salariés) ;
- Les dotations aux amortissements (pour la valeur qui est ajoutée par les machines) ;
- Les impôts et taxes (pour la valeur qui est ajoutée par l'Etat) ;
- Les charges financières (pour la valeur qui est ajoutée par les banques) ;
- Le résultat de l'exercice (pour la valeur qui est ajoutée par les associés ou actionnaires et l'entreprise).

On parle d'approche additive car le cumul de toutes ces valeurs, ajoutées par les tiers (salariés, banques, machines…) permet d'obtenir un produit fini spécifique à l'entreprise concernée. La valeur ajoutée est un bon indicateur de la dimension de l'entreprise, plus représentatif que le chiffre d'affaires qui n'est qu'un critère commercial. Le chiffre d'affaires reflète l'activité externe et l'aptitude de l'entreprise à vendre, la valeur ajoutée reflète l'activité interne et son aptitude à effectuer la meilleure combinaison des facteurs de production. Au niveau national, c'est la somme des valeurs ajoutées qui donne le produit intérieur brut (P.I.B).

Divers ratios liés à la valeur ajoutée sont calculés (liste non-exhaustive) :

- **La part de la valeur ajoutée revenant au personnel** $¿ \frac{Charges\ du\ personnel}{Valeur\ ajoutée}$

Ce ratio mesure la part de richesse qui sert à rémunérer le travail des salariés. Il permet d'apprécier la politique salariale de l'entreprise.

- **La part de la valeur ajoutée revenant à l'entreprise** $¿ \frac{Autofinancement}{Valeur\ ajoutée}$

Ce ratio mesure la part de la valeur ajoutée qui reste à l'entreprise pour renouveler ou accroitre ses investissements et s'assurer une sécurité financière.

- **La part de la valeur ajoutée consacrée au facteur capital** $¿ \frac{E.B.E}{V.A}$

Ce ratio mesure la part de richesse qui sert à rémunérer les apporteurs de capitaux et à renouveler le capital investi. Ce ratio mesure donc la part de la valeur ajoutée consacrée à l'entreprise et aux apporteurs de capitaux.

I.4.2.2. Les indicateurs de résultat

Les indicateurs de résultat permettent de déterminer le résultat des activités de l'entreprise. Au nombre de ces indicateurs, nous distinguons : l'excédent brut d'exploitation, le résultat d'exploitation, le résultat exceptionnel, le résultat courant avant impôt ainsi que le résultat net de l'exercice.

a) Excédent brut d'exploitation (E.B.E)[21]

21 MEUNIER- ROCHER B., *Le Diagnostic financier*, édition d'organisation Paris, 2003, p.53

L'Excédent brut d'exploitation est égale à la somme de la valeur ajoutée majorée des subventions d'exploitation déduction faite des impôts et taxes et des charges du personnel.

Soit, E.B.E = V.A + Subventions d'exploitation – Impôts et taxes − Charges du personnel.

L'Excédent brut d'exploitation permet de répondre à la question suivante : « Que reste-t-il à l'entreprise pour financer ses investissements (dotations aux amortissements), son financement (charges financières) et s'il reste de l'argent, de quoi rémunérer l'entreprise elle-même et les actionnaires ou associés (résultat) » ?

L'excédent brut d'exploitation (E.B.E) constitue un excellent indicateur de la rentabilité économique car il exclut les politiques de financement et d'investissements. Il permet de voir si l'activité propre de l'entreprise est ou non rentable. La rentabilité économique des entreprises constitue un critère probant des comparaisons inter-entreprises. Sous cet angle, il permet d'étudier l'impact des charges du personnel et des impôts et taxes sur l'E.B.E. Lorsque l'E.B.E est négatif, on parle d'I.B.E, c'est-à-dire l'Insuffisance brute d'exploitation.

b) Résultat d'exploitation (R.E)

Le résultat d'exploitation est constitué par l'E.B.E (ou I.B.E) majoré des autres produits d'exploitation, des R.A.P d'exploitation, des transferts de charges d'exploitation diminué des autres charges d'exploitation et dotations aux amortissements et aux provisions.

Soit, R.E = E.B.E (ou I.B.E) + Autres produits d'exploitation + R.A.P d'exploitation + transferts de charges d'exploitation – Autres charges d'exploitation – D.A.P d'exploitation

Il peut aussi se calculer en faisant la différence entre les produits d'exploitation et les charges d'exploitations.

Soit, R.E = Produits d'exploitation – Charges d'exploitation

Le résultat d'exploitation est un excellent critère de comparaison inter-entreprises parce qu'il mesure les performances des entreprises quant à leur activité propre (c'est-à-dire sans prendre en compte des opérations financières et exceptionnelles). Il représente le profit ou la perte généré par l'activité qui conditionne l'existence de l'entreprise. Il est le stade final

d'évaluation de la rentabilité pour les activités de gestion courante. Il permet de répondre à la question suivante : « pour une entreprise industrielle, la vente des produits finis permet-elle de couvrir toutes les charges liées à l'exploitation » ?

Si oui, le résultat d'exploitation est supérieur à zéro. C'est la situation normale car il s'agit de l'activité principale de l'entreprise. Donc, elle doit être normalement lucrative (sinon l'entreprise n'aurait pas été créée).

Si non, le résultat d'exploitation est inférieur à zéro. Il y a un problème de vente des produits finis. L'entreprise ne maîtrise pas bien ses coûts, ou ne pratique pas une comptabilité analytique permettant de connaître la marge réelle réalisée par produit vendu.

c) Résultat exceptionnel[22]

Le résultat exceptionnel est constitué par des produits exceptionnels majoré des R.A.P exceptionnelles, des transferts de charges exceptionnelles déduction faite des charges exceptionnelles et des D.A.P exceptionnelles.

Soit, Résultat exceptionnel = Produits exceptionnels + R.A.P exceptionnelles + transferts de charges exceptionnelles – Charges exceptionnelles – D.A.P exceptionnelles.

Il peut aussi calculer directement en faisant la différence entre les produits exceptionnels et les charges exceptionnelles.

Soit, Résultat exceptionnel = Produits exceptionnels – Charges exceptionnelles.

Le solde de résultat exceptionnel permet de répondre à la question suivante : les opérations exceptionnelles procurent-t-elles davantage de produits ou engendrent-elles des charges ?

Si les produits exceptionnels sont supérieurs aux charges exceptionnelles, le bénéfice exceptionnel va s'ajouter au résultat courant avant impôt (R.C.A.I) ;

Si les produits exceptionnels sont inférieurs aux charges exceptionnelles, il y aura une perte exceptionnelle qui va grever le résultat courant avant impôt (R.C.A.I) (amendes importantes, moins-values de cessions…).

d) Résultat courant avant impôt[23]

22 MEUNIER- ROCHER B., *Le Diagnostic financier*, édition d'organisation Paris, 2003, p. 53

23 MEUNIER- ROCHER B., *Le Diagnostic financier*, édition d'organisation Paris, 2003, p. 54

Le résultat courant avant impôt est constitué par le résultat d'exploitation majoré de la quote-part de résultat sur opérations faites en commun (produit), des produits financiers, des R.A.P financières, des transferts de charges financières déduction faite de la quote-part de résultat sur opérations faites en commun (charge), des charges financières et des D.A.P financières.

Soit, R.C.A.I = R.E + Quote- part de résultat sur les opérations faites en commun (produit) + produits financiers + R.A.P financières + transferts de charges financières − Quote- part de résultat sur opérations faites en commun (charge) – Charges financières – D.A.P financières.

Le résultat avant impôt est le résultat lié aux opérations d'exploitation et aux opérations financières : la politique financière peut-être jugée à travers ce solde.

e) Résultat net de l'exercice

Le résultat net de l'exercice indique ce qui reste à la disposition de l'entreprise après déduction de toutes les charges de l'année. Si le résultat net de l'entreprise est supérieur à zéro, l'entreprise est rentable pour l'année écoulée : rentabilité à maintenir les années à venir. Si, au contraire, il est négatif, l'entreprise n'a pas pu couvrir toutes ses charges. Il faut s'interroger sur le niveau du déficit. Ce dernier apparaît à quel niveau ? (sur R.C.A.I ?, R.E ?, E.B.E ?). Le résultat net de l'exercice représente la synthèse du résultat courant avant impôt et du résultat exceptionnel diminués de la participation des salariés et des impôts sur les bénéfices.

Soit, R.N = R.C.A.I + Résultat exceptionnel – Participation des salariés aux fruits de l'expansion – Impôt sur les bénéfices.

I.4.2.3. Capacité d'autofinancement (C.A.F)[24]

La capacité d'autofinancement représente les ressources internes dont dispose réellement l'entreprise par le biais de ses bénéfices. Elle représente aussi la ressource dégagée au cours de l'exercice par l'ensemble des opérations de gestion effectuées dans une entreprise. La capacité d'autofinancement sert à établir des calculs de rentabilité globale pour comparer les entreprises entre-elles. Elle mesure l'indépendance financière de l'entreprise (possibilité

24 MEUNIER- ROCHER B., *Le Diagnostic financier*, édition d'organisation Paris, 2003, p. 55

d'autofinancement et de remboursement des dettes). La capacité d'autofinancement permet à l'entreprise de rétribuer ses actionnaires ou associés, d'assurer son autofinancement, de financer l'augmentation du besoin en fonds de roulement et le renouvellement des investissements.

La CAF s'obtient :

- ✓ A partir de l'EBE (Méthode soustractive) :

CAF = EBE + produits encaissables – charges décaissables (sauf produits de cessions d'éléments d'actif) – autres charges décaissables

- ✓ A partir du résultat net (Méthode additive) :

CAF = Résultat net de l'exercice + D.A.P (exploitation, financières et exceptionnelles) – R.A.P (exploitation, financières et exceptionnelles) – Quote-part de subvention virée au résultat + Valeur nette comptable des éléments d'actif cédés – Produit de cession d'éléments d'actif.

Comme le nom l'indique, « l'autofinancement est le financement que l'entreprise se crée elle-même, par son activité propre et qui est constitué par des moyens de financement permanents ou d'une certaine durée que l'entreprise trouve dans ses propres ressources (résultats, amortissements et provisions essentiellement) indépendamment du concours des associés ou des capitaux d'emprunt. L'autofinancement ne constitue qu'une partie de la CAF. On a :

Autofinancement = CAF – Dividendes.

L'autofinancement de l'exercice contribue à la consolidation de la structure financière de l'entreprise et à son extension.

Conclusion du premier chapitre

Dans ce premier chapitre intitulé approches théoriques et conceptuelles sur le diagnostic financier, nous avons énoncé quelques concepts théoriques de base permettant d'effectuer un diagnostic financier. Ces concepts constituent des critères importants pour permettre de mesurer ou d'apprécier les performances économiques et financières de l'entreprise. Nous avons également dégagé les objectifs et l'intérêt du diagnostic financier, les notions du diagnostic externe et interne, les utilisateurs du diagnostic financier, la démarche du diagnostic financier, les indicateurs du diagnostic et enfin les sources d'information du diagnostic financier. Dans ce chapitre, nous avons vu que l'objectif d'un diagnostic financier est de parvenir à une connaissance parfaite de l'entreprise en faisant aussi bien ses points forts que ses points faibles.

La rentabilité exprime la capacité pour une entreprise à dégager des revenus excédentaires au regard des capitaux engagés.

Concernant l'équilibre financier, il est analysé à partir des indicateurs: le F.R.N, le n. F.R, la T.N, la solvabilité et la liquidité de l'entreprise.

CHAPITRE II. PRESENTATION GENERALE DE L'ENTREPRISE TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L

II.1. Historique d'entreprise[25]

Après la dissolution de l'entreprise « GORAJIA frère» S.P.R.L en 1977, qui avait pour associés quatre frères de nationalité indienne dont deux d'entre eux BALHRISIINA (JANDALAL GORAJIA et HARGOVIND GANDALAL GORAJIA, de nationalité américaine aujourd'hui, décidant de créer une société de personnes à responsabilité limitée sous la dénomination de « TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L». Ils ont formé cette entreprise après avoir racheté le garage central détenu en ce temps par un Belge nommé Maurice BERCHMANS et son épouse Marcelle ORIGNY. TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L avait à sa création un capital social de 20 millions répartis en 400 parts de 50000 FBU. Chaque associé avait libéré entièrement 10 millions au moment de la création de l'entreprise.[26]

Le capital sera porté à 60 millions en 1982 suite à l'incorporation d'une partie de ses réserves disponibles au cours d'une assemblée générale extraordinaire du 15 mars 1982. A ce moment, un de deux associés venait de mourir et ses 200 parts ont été alors réparties entre sa succession. Plus tard, en 2002, avec la révision des statuts, le capital sera porte à 80 millions de francs divisé en 400 parts de 200 milles chacune cette fois-ci. Ainsi, le nombre d'associés augmentera jusqu'à sept, soit trois descendants de de Bal KRISHNA et quatre de HARGOVIND dont le père.

Aujourd'hui, soit le capital social de TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L est de 800 millions. Il a été augmenté en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire tenue à Bujumbura le 31 décembre 2008. Cette entreprise est réputée de droit burundais et régie par les lois en vigueur au Burundi.

II.2. Situation géographique

Le siège social de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L est situé à Bujumbura, Quartier Industrielle, Boulevard de la Tanzanie n°642/A. Cette entreprise est entourée par quelques autres sociétés à savoir, la Boucherie Charcuterie ITALBU au Nord, les sociétés, ALCOMETAL à l'Est, la société BTC à l'Ouest et au Sud Global part services Burundi et les bureaux de l'OBR.

---

25 Statut de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI du 29 décembre 1979, art 1
26 Statut de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI du 29 décembre, art 6

II.3. Forme juridique

TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L est une Société des Personnes à Responsabilité Limitée créée dans les années 1970 et elle est distributeur exclusif des véhicules de marque TOYOTA sur le territoire du Burundi. Elle dispose de plus grandes installations d'ateliers qui s'étendent approximativement sur 1500 m2 dans la capitale de Bujumbura avec un effectif de 125 travailleurs dont 15 cadres. Le chiffre d'affaire annuel peut atteindre 15 milliards.

II.4. Vision et mission de l'entreprise[27]

L'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L vise à la réalisation du profit et elle cherche toujours à maximiser les recettes en vue d'assurer sa survie. TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L participe au développement du pays le Burundi. Elle s'intéresse non seulement à satisfaire les besoins de la population burundaise mais également ceux des étrangers vivant dans le pays.

II.5. Objectifs de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L[28]

L'objectif social de TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L est l'importation et la vente de véhicules, pièces de rechange, pneus et accessoires « TOYOTA» ainsi que les autres marques et les réparations y afférentes, l'exploitation et l'exportation du minerais vers l'étranger. Toutes autres opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes.

La participation par l'entreprise, par tous les moyens à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création des sociétés nouvelles d'apports fusions, alliances ou associations en participation.

D'autres objectifs sont:

- gagner une grande part de marché de vente véhicules;
- contrôler le marché;
- développer les relations sociales avec le public.

27 Statut de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI du 29 décembre, art 6
28 Statut de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI du 29 décembre, art 2

II.6. Organisation administrative de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L[29]

L'entreprise TOYOTA-BURUNDI est administrée par un conseil d'administration composé de sept membres nommés par l'assemblée générale. Celle-ci se réunit une fois par an en session ordinaire. Quant au conseil d'administration, il se réunit en session ordinaire sur convocation de son président une fois par trimestre.

Il peut convoquer l'assemblée générale en session extraordinaire chaque fois que l'intérêt de l'entreprise le trouve nécessaire. La gestion quotidienne de l'entreprise est confiée au président directeur général à qui l'assemblée générale lui donne les pouvoirs plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de l'entreprise. II représente l'entreprise et en cette qualité.

Il dispose notamment des pouvoirs suivants:

- diriger et contrôler les actions courants de l'entreprise;
- arrêter la politique générale de l'entreprise;
- représenter l'entreprise dans tous les rapports avec les tiers;
- signer les contrats conclus par l'entreprise ainsi que les rapports d'activités et tous autres documents importants de l'entreprise.

Le PDG et le DG sont responsables solidairement des actes qu'ils posent, l'un peut agir à la place de l'autre pour engager l'entreprise envers les tiers ou l'administration. Toutefois, ils se consultent souvent avant de poser un tel a acte.

Deux directeurs de département assistent les gérants, chaque département s'occupe de quelques services pour le bon fonctionnement de l'entreprise en vue de la réalisation d'un objectif global commun, celui d'un rendement meilleur.

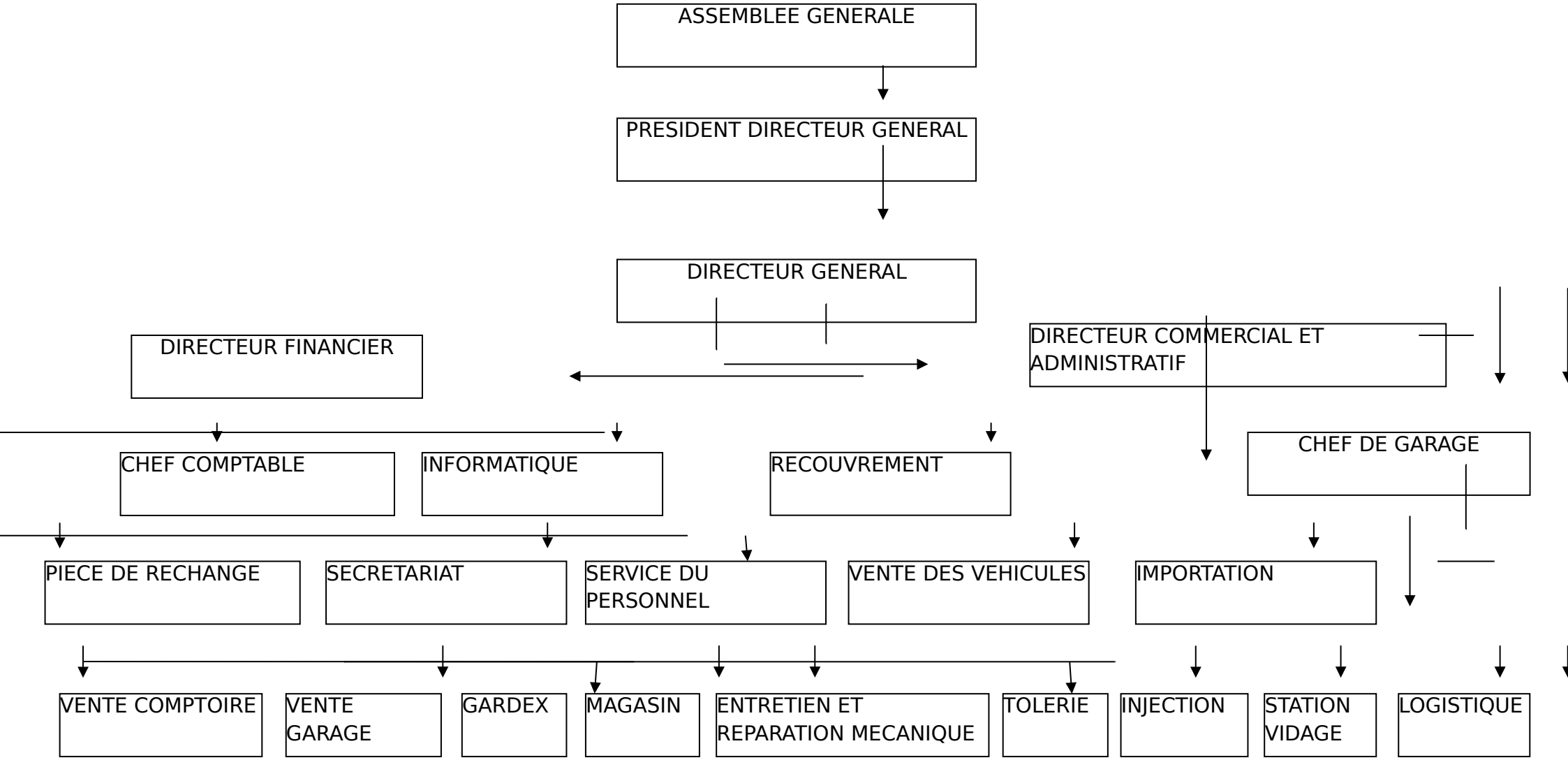
II.6.1. Organigramme de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L[30]

La structure organisationnelle d'entreprise digne de son nom doit être organisée et correspondre à une volonté profonde des dirigeants en vue d'atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés. C'est ainsi que pour plus de clarté, la structure organique de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L est donnée sous forme d'organigramme qui est une expression formelle de la situation relative à des principales fonctions les uns par rapport aux autres.

29 P.V de l'A.G extraordinaire de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI
30 Règlement d'ordre intérieur de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI

Il est, en effet, une représentation graphique qui illustre les relations d'autorité et niveaux hiérarchiques. La provision des services a été créée ainsi que les postes du travail, pour des raisons d'éclaircissement, le DG trace un organigramme conforme aux réalités de TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L.

Organigramme de TOYOTA BURUNDI S.P.R.L[31]



31 Règlement d'ordre intérieur de la société TOYOTA BURUNDI S.P.R.LM

II.6.2. Attributions aux postes de Direction

A part, la direction générale qui à la mission d'arrêter la politique générale de l'entreprise et de la mettre en exécution, deux directions sont au service de cette entreprise à savoir:

A. La direction financière

Cette direction a pour tâches notamment:

- planifier, diriger et coordonner l'action interne des opérations financières de l'entreprise;
- évaluer la situation financière, élaborer et surveiller les différentes opérations financières;
- surveiller les dépenses et vei11er à l'utilisation rationnelle des ressources.

B. La direction commerciale et administrative

Les attributions qui sont confiées à cette direction sont les suivantes:

- planifier, diriger et coordonner les activités commerciales;
- veiller à l'utilisation rationnelle des ressources et au respect des normes de gestion en matière;
- Planifier et mettre sur pied des programmes de ventes et de commercialisation des produits Toyota compte tenu du volume des ventes et des résultats d'études de marché;
- Planifier et diriger les opérations commerciales quotidiennes;
- Fixer des barèmes de prix, les rabais accordés et les conditions de livraison, arrêter les budgets des compagnes de promotion de vente, des incitations spéciales;
- Survei11er les dépenses;
- Établir des procédures d'exécution du travail et d'administration et à en diriger la mise en œuvre;
- Représenter l'entreprise dans ses relations de travail avec d'autres secteurs de l'entreprise ou avec des organismes tiers;
- Établir les procédures d'exécution du travail et d'administration;
- Surveiller et diriger le travail quotidien du personnel sous sa responsabilité.

II.6.3. Attributions aux postes de chefs de services

II.6.3.1. Service du personnel

Le chef du personnel joue l'intermédiaire entre le personnel et la direction. Il écoute le pCr5QIlncl et veille à l'exécution de toute autre tâche en rapport avec sa fonction. Il veille au respect et à l'application du R.O.I de l'entreprise et à toute autre recommandation de la direction.

Il conserve les principales tâches dont notamment:

- planifier et mettre sur pied les procédures de recrutement, de formation, d'avancement, de détermination de la structure des salaires, de liaison et de consultation avec les travailleurs et au sujet d'autres problèmes du personnel;
- superviser les programmes et activités en matière de sécurité et de santé des travailleurs et dans d'autres matières connexes avec la participation de tous les intéressés;
- surveiller les dépenses et veiller à l'utilisation rationnelle des ressources;
- planifier et diriger le travail de personnel sous sa responsabilité;
- superviser le recrutement, la formation et le rendement du personnel.

II.6.3.2. Service comptabilité

Le chef de ce service est sous sa responsabilité directe du directeur financier. Son service a, en charge, la tenue des écritures comptables et toutes les opérations financières de l'entreprise conformément aux principes généraux de la comptabilité.

Ce service a pour tâche:

- analyse et contrôle de tous les documents comptables liés au service de la comptabilité avant leurs transmissions;
- recherche des justifications des paiements manquants généralement sur les extraits de banque avant la remise au service de la comptabilité;

- émargement sur les documents comptables qui nécessitent les références des licences et de Credoc avant leurs présentations au service de la comptabilité;
- consultation à l'écran pour vérification et contrôle de tous les journaux tels que les journaux des achats, les journaux des ventes, les journaux des opérations financières et les journaux des opérations diverses;
- l'analyse critique de la balance des comptes à chaque fin du mois.
- présentation d'un rapport mensuel des ventes;
- présentation d'un rapport mensuel de la taxe collectée et de la taxe payée à la douane (crédit de taxe en vue d'établir le solde de la taxe à payer) ;
- rapport mensuel des clients débiteurs à l'échéance échue de 60 jours;
- rapport mensuel des créanciers à l'échéance échue de 60 jours;
- rapport mensuel des effets à payer à l'importation;
- rapport à tout état financier exigé par la direction;
- supervision des travaux de vérification du département des impôts;
- respect de délais pour répondre aux avis de notification;
- traitement des correspondances en relation avec l'administration fiscale;
- assemblage de toutes les données comptables extraordinaires à la fin de l'exercice en vue d'élaborer le bilan;
- travaux de bilan: confection du bilan, le dépôt du bilan et de la déclaration fiscale avant le 31 mars de l'exercice suivant.

Il faut signaler que la saisie des pièces comptables se fait du jour au jour par après le comptable s'assure que les journaux sont équilibres et on procède à la vérification de la balance des comptes.

A la fin du mois, ce service s'occupe de :

- la comptabilisation des salaires;

- la préparation de la déclaration de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ;
- la préparation du paiement des fournisseurs étrangers et locaux.

Pour le paiement des fournisseurs étrangers, l'ordre de paiement est donné à la banque qui se charge des opérations de paiement des fournisseurs. C'est qu'on appelle le paiement par Credoc.

L'égalité fondamentale des écritures comptables doit être respectée c'est-à-dire que débit crédit. La tenue de la comptabilité étant faite dans un système informatique centralisé, une seule écriture comptable demande une décision et un choix, les autres opérations autorisées, elles génèrent:

- le contrôle de l'égalité des mouvements débit et crédit;
- l'addiction et la centralisation des soldes;
- la sortie automatique des éditions de balance.

II.6.3.3. Service vente des véhicules

Le chef de service vente des véhicules est sous la responsabilité directe du directeur commercial et administratif selon l'organigramme de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L. En collaboration avec le directeur commercial, il arrête les prévisions des ventes sur base de la politique des ventes arrêtée par la direction générale.

Les principales tâches sont notamment:

- planifier et mettre sur pied des programmes de ventes et de commercialisation compte tenu des prix, des rabais accordés et des conditions de livraison;
- arrêter les budgets des compagnes de promotion des ventes, les méthodes de vente, les incitations spéciales;
- surveiller les dépenses et veiller à l'utilisation des ressources;
- identifier la clientèle et négocier les contrats relatifs à son service.

II.6.3.4. Service des relations publiques

Le service des relations publiques à des tâches suivantes:

- planifier, diriger et coordonner les activités de publicité et de relations publiques de l'entreprise;

- planifier et mettre sur pied des programmes d'information à l'intention des pouvoirs publics, médias et du public en général afin de renseigner sur les projets, les réalisations et les conceptions de l'entreprise;
- établir les procédures d'exécutions du travail et d'administration et en diriger la mise en œuvre;
- représenter l'entreprise dans les relations de travail avec d'autres services ou avec des organismes tiers.

II.6.3.5. Service garage

Le service garage comprend deux grandes sections, à savoir la section mécanique et la section

a) Section mécanique

Cette section comprend l'entretien et les réparations mécaniques, l'injection, la station vidange et la logistique. Les tâches confiées aux mécaniciens affectés dans la section mécanique sont notamment:

- ajuster, examiner, essayer et entretenir les moteurs des véhicules;
- remplacer les pièces de moteurs ou les moteurs eux-mêmes;
- démonter et remonter les moteurs sur les véhicules;
- régler les mécanismes des directions ou d'autres pièces des véhicules;
- installer et régler des véhicules.

b) Section tôlerie

Les principales tâches pour cette section consistent à :

- fabriquer, monter et préparer des pièces tôles en véhicules;
- exécuter les travaux de modification des accessoires de la carrosserie des véhicules;
- exécuter les travaux de redressement de châssis;
- démonter et monter des accessoires de la carrosserie des véhicules;
- débosseler les véhicules en cas d'accident et mettre la peinture;

L'exploitation du garage est un service après-vente qui consiste à entretenir et réparer les véhicules de marque TOYOTA.

Son organisation se résume en trois étapes principales, à savoir:

- la réception des véhicules;
- l'entretien et la réparation des véhicules;
- la livraison des véhicules après l'établissement de la facture cash ou la facture à crédit.

II.6.3.6. Service importation

Le service importation de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L est chargé de la préparation des documents nécessaires pour l'importation de véhicules et des pièces de rechange. Les principales tâches confiées au service importation sont notamment:

- préparer les licences d'importation avec comme document d'appui;
- la facture pro-forma du fournisseur et du transporteur ;
- préparer les documents de crédit documentaire comme garantie en vue de pouvoir payer le fournisseur;
- suivre les dossiers en cas de sinistre ou lors de la demande des licences;
- préparer les documents de paiement aux fournisseurs en cas de transfert après importation.

Il.6.3.7. Service magasin des pièces de rechange

Le magasin regorge de plusieurs catégories de pièces pour véhicules TOYOTA ainsi que d'autres pièces accessoires comme les pneus, les mastics, les batteries, les différentes huiles etc.

Les pièces de rechange sont rangées par de référence des pièces dans le souci d'une bonne gestion et aussi pour être facilement repérées dans les rayons.

Les différentes tâches confiées à ce service sont les suivantes:

- suivre de très près les entrées et les sorties des pièces de rechange et d'autres produits;
- ranger les différentes pièces de rechange dans les rayons de façon à bien les repérer sans
- beaucoup de difficultés;
- tenir à jours chaque fichier du CARDEX.

II.7. Perspectives d'avenir[32]

Toutes entreprises commerciales se fixent des objectifs qu'elles doivent atteindre et TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L n'en fait pas exception. Elle a mis en avant dc perspectives d'avenir qui sont entre autre:

- la diversification des produits à l'avenir;
- le fait de ne pas se confier à un seul fournisseur ou à un seul produit.

Compte tenu de la concurrence, TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L doit varier autant que possible les activités de l'entreprise, éliminer les moins performantes et s'orienter à d'autres activités jugées compétitives ou nécessaires.

Conclusion du deuxième chapitre

Dans le deuxième chapitre intitulé présentation générale de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L, nous avons parlé de la description générale de l'entreprise. Ce chapitre parle de l'historique, la forme juridique, la situation géographique, la vision et missions, les objectifs et l'organisation administrative de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L.

Nous avons aussi montré les différentes attributions assignées aux différents services composants l'organisation.

32 Statut de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L du 29 décembre

CHAPITRE III: LE DIAGNOSTIC FINANCIER DE L'ENTREPRISE TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L

Section 1 : Analyse de la structure financière de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L

L'analyse de la structure financière et des conditions de l'équilibre financier repose principalement sur l'étude du bilan, support de l'analyse statique. L'analyse de l'adéquation de la structure des actifs et des passifs repose sur un indicateur de solvabilité, de fonds de roulement net, des ratios de liquidité et d'endettement.

III.1.1. Analyse des postes du bilan

Pour mener une analyse des postes du bilan, nous allons faire recours principalement à l'information comptable. Cette dernière est privilégiée dans la mesure où elle condense les principales informations dans les documents récapitulatifs comme le bilan.

Comme il est d'usage de le dire, « le bilan est le patrimoine de l'entreprise à un instant donné (généralement le 31 décembre) le jour de la clôture de l'exercice avec à gauche l'actif (les emplois de l 'entreprise) et qui répond à la question de savoir où est l'argent. A droite le passif (les ressources de l'entreprise) et qui répond à la question de savoir d'où vient l'argent »

II.1.1.1. Analyse des postes d'actif

L'actif du bilan de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L est subdivisé en trois grandes patries : *les actifs immobilisés*, *les actifs circulants* et *les comptes de régularisation actif*. Les éléments d'actif sont classés par ordre de liquidité croissance, le degré de liquidité d'un bien indiquant la rapidité avec laquelle il peut se transformer en monnaie (liquidités).

Le tableau suivant montre l'évolution de différents postes de l'actif de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L sur la période allant de 2012 à 2016.

Années **Libellés**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**
I.IMMOB BRUTES	5.440.446.683	4.579.415.558	4.770.486.114	4.841.533.693	4.894.458.930
2040Logiciels informatiques	0	0	96.813.453	96.813.453	96.813.453
2O51 Fonds de commerce	1	1	1	1	1
21. Terrains	3.742.745.229	2.931.663.100	2.931.663.100	2.931.663.100	2.931.663.100
22. A.I.C	1.324.609.082	1.332.218.114	1.350.675.126	1.421.722.705	1.783.268.912
23. Imm en cours	321.876.270	286.116.778	355.016.170	355.016.170	0
25. Prêts et autres créances à L&M.T	40.371.851	18.573.315	25.474.014	25.474.014	71.869.214
26. Titres de placement à L.T	10.844.250	10.844.250	10.844.250	10.844.250	10.844.250
28. Amortissements	943.316.200	996.500.134	1.054.515.509	1.103.694.154	1.205.836.365
II. IMMOB NETTES	4.497.130.483	3.582.915.424	3.715.970.605	3.737.839.539	3.688.622.565
III. V.E.B	3.267.042.803	4.636.526.985	5.824.270.598	4.429.432.104	3.694.548.706
30. Stocks	1.833.282.031	2.381.680.204	2.686.561.460	2.722.881.085	2.671.007.475
38. Encours de route	1.433.760.772	2.254.846.781	3.137.709.138	1.706.551.019	1.023.541.231
39. Provisions	0	0	0	0	0
IV. V.E.N	3.267.042.803	4.636.526.985	5.824.270.598	4.429.432.104	3.694.548.706
V. V.R.B	2.477.080.686	7.548.936.375	8.233.793.480	7.668.319.161	8.648.693.347
40. Acomptes fournisseurs	476.328	476.328	0	10.564.600	100.442
41. Clients	2.057.586.017	3.602.964.423	4.248.231774	3.479.965.562	4.021.042.544
42. Avance au personnel	90.000	0	0	0	0
43. Acompte impôt sur le résultat.	319.268.648	17.949.972	0	56.936.715	213.225.439
44. Associés	0	0	0	22.025.871	290.746.337
46. Débiteurs divers	85.308.954	3.917.293.473	3.941.575.204	3.929.352.780	3.933.184.941
471 Compte de rég- actif	0	2.230.500	18.466.800	13.023.003	32.979.166
48 Compte d'attente	0	0	19.078.929	150.000.000	150.000.000

49. Provisions	0	0	0	0	0
51 Prêts à moins d'un an	7.856.669	250.000	269.920	90.882	572.097
55.3 Chèques impayés	6.494.070	7.771.679	6.170.853	6.359.748	6.842.381
VI. V.R.N	2.477.080.686	7.548.936.375	8.233.793.480	7.668.319.161	8.648.693.347
VII. V.D.B	145.258.624	226.058.840	287.957.289	135.169.543	310.914.903
56. Banques	100.875.909	35.542.947	248.866.586	36.782.294	158.063.426
57. Caisses	44.382.715	85.118.484	28.419.530	69.149.369	141.222.098
58. Virements de fonds	0	105.397.409	10.671.173	29.237.880	11.629.379
59. Provisions	0	0	0	0	0
VIII. V.D.N	145.258.624	226.058.840	287.957.289	135.169.543	310.914.903
IX. Total Actif. BRUT	11.329.828.796	16.990.937.758	19.116.507.481	17.074.454.501	17.548.615.886
A.P.P.D	943.316.200	996.500.134	1.054.515.509	1.103.694.154	1.205.836.365
X. Total Actif Net	10.386.512.596	15.994.437.624	18.061.991.972	15.970.760.347	16.342.779.521

Tableau 2: Evolution des postes d'actif de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI (en FBU)[33]

Nous trouvons dans l'actif du bilan de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L deux grands types de biens : les actifs immobilisés et les actifs circulants. Les premiers sont directement liés au cycle d'investissement alors que les seconds dépendent du cycle d'exploitation. Les logiciels informatiques (immobilisations incorporelles) de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L n'enregistrent aucun montant au cours de la période (2012- 2013) sous étude alors que le montant unique de ces derniers est enregistré au cours de la période (2014- 2016) sous étude, soit 96.813.453 FBU.

III.1.1.1.1. Les actifs immobilisés

Il s'agit des biens de toute nature possédés par l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L de façon durable pour réaliser ses opérations d'exploitation. Ils n'ont pas vocation à être transformés ou à être revendus. Les actifs immobilisés de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L se composent des actifs immobilisés corporels, incorporels et financiers. Les immobilisations sont des éléments fixes de l'actif du bilan qui ont le degré de liquidité le plus faible.

Pour l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L, les actifs immobilisés corporels sont constitués par les terrains, les immeubles commerciaux, extension garage, matériel automobile, mobilier, matériels et outillages industriels, machines et matériel avec moteur, matériel de bureau et informatique, petits outillages ainsi que les agencements.

Les actifs immobilisés incorporels de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L, sont constitués par les logiciels informatiques et le fonds de commerce alors que les actifs immobilisés financiers

33 Service Comptabilité de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI

de cette entreprise sont faits par des dépôts et cautionnements à plus d'un an, des prêts à plus d'un an ainsi que des titres de placement à plus d'un an.

III.1.1.1.1.1. Les logiciels informatiques

La valeur du poste « logiciels informatiques » est nulle sur la période (2012- 2013) et reste la même tout au long de la période (2014- 2016), soit 96.813.453 FBU. Ceci s'explique par le fait qu'en période de (2012- 2013), ces logiciels informatiques n'existaient pas encore au sein de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L, ils ont été acquis à partir de l'exercice 2014.

III.1.1.1.1.2. Les terrains

La valeur du poste « terrains » est de 3742745229 FBU sur la période 2012 sous étude et reste la même tout au long de la période (2013- 2016) étudiée, soit 2931.663.100 FBU. Ceci s'explique d'une part par le fait qu'en comptabilité la valeur des terrains bâtis doit être évaluée et comptabilisée séparément de celle des constructions édifiées sur ces terrains et d'autre part cette valeur n'est pas corrigée par le jeu de l'amortissement. Toutefois, si l'entreprise constate une diminution de leur valeur, elle doit constituer des provisions pour dépréciation.

II. 1.1.1.1.3. Les autres immobilisations corporelles

Dans la comptabilité de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L, cette rubrique comprend : les immeubles commerciaux, le matériel automobile, l'extension garage, le mobilier, les matériels et outillages industriels, les machines et matériel avec moteur, le matériel de bureau et informatique, petits outillages et agencements, etc. Cette rubrique a connu une augmentation sans cesse tout le long de la période (2012- 2016) sous étude. Ce poste passe de 1.324.609.082 FBU en 2012 à 1.783.268.912 FBU en 2016, soit un accroissement moyen de 8,16% en 4ans.

III.1.1.1.2. Les actifs circulants

Il s'agit des biens liés directement au cycle d'exploitation de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L et des actifs financiers disponibles à court terme. Le cycle d'exploitation se traduit par les achats auprès des fournisseurs, des opérations de production et des ventes à des clients.

Nous retrouvons donc dans les actifs circulants de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L : des stocks (pièces de rechange, pneus et chambres à air, huiles, motos, véhicules, divers), des créances clients et autres débiteurs divers.

Ces actifs circulants liés au cycle d'exploitation constituent une composante du besoin en fonds de roulement de l'entreprise. Une autre catégorie d'actifs circulants est constituée par les investissements financiers à court terme et les disponibilités. Cette catégorie d'actifs circulants est une composante de la trésorerie de l'entreprise.

III. 1.1.1.2.1. Valeurs d'exploitation

Les valeurs d'exploitation de l'entreprise TOYOTA- BURUNDU S.P.R.L comprennent les postes suivants : les stocks de pièces de rechange, pneus et chambres à air, huiles, motos, véhicules et divers.

III.1.1.1.2.2. Valeurs réalisables à C.T

Les valeurs réalisables comprennent les postes suivants : les clients et les avances sur salaires, les acomptes fournisseurs, les autres débiteurs, les prêts à moins d'un an ainsi les chèques impayés. Ces postes retracent essentiellement les relations de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L et les tiers (dettes et créances).

III. 1.1.1.2.3. Valeurs disponibles

Les valeurs disponibles de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI comprennent : les disponibilités en banques, en caisses et virements de fonds.

En somme, nous remarquons que l'actif total de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L n'a cessé de croître de 2012 à 2016, passant de 10.386.512.596 FBU à 16.342.779.521 FBU, soit une augmentation moyenne de 14,42% en 4 ans. Cet accroissement est l'objectif de tout manager financier qui est la maximisation de la richesse de l'organisation.

III.1.1.2. Analyse des postes du passif

Le passif du bilan de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L comprend trois principales rubriques à savoir : les non- exigibles, les exigibles et le compte de résultat. Les éléments du passif sont classés par ordre d'exigibilité croissante, c'est-à-dire le temps durant lequel l'on dispose des fonds.

Ces ressources ont une triple origine :

- Celles qui ont été fournies par l'exploitant ou par les associés à l'entreprise et qui y sont maintenues d'une manière durable. Elles constituent une ressource propre appelée le capital (dettes non- exigibles) ;
- Celles qui ont été fournies par les tiers étrangers à l'entreprise (prêteurs d'argent, les bailleurs de fonds, les clients, les fournisseurs, l'Etat) et qui doivent être remboursées à plus ou moins longue échéance, ce sont les dettes envers les tiers : dettes exigibles ;
- Celles qui ont été créées par l'entreprise elle-même à la suite de son activité passée et qui ont été laissées à sa disposition : ce sont des bénéfices qui peuvent être positifs, nuls ou négatifs.

L'ensemble de ces ressources patrimoniales de l'entreprise sont utilisées pour acquérir les facteurs de production qui figurent à l'actif du bilan.

Le tableau suivant montre l'évolution des différents postes du passif de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L sur la période allant de 2012 à 2016.

Tableau 3 : Evolution des postes du passif de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI (en FBU)

Années Libellés	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**
I.CAP PERM	811.738.528	4.003.803.769	4.977.936.334	5.882.809.007	6.824.133.603
10. Capital social	800.000.000	800.000.000	800.000.000	800.000.000	800.000.000
11. Réserves facultatifs	358.222	358.222	358.222	358.222	358.222
12. Report à nouveau	0	308.129.480	1.260.161.882	2.165.034.555	3.106.359.151
13. Ecarts de réévaluation	11.380.306	2.895.316.067	2.895.316.067	2.895.316.067	2.895.316.067
17Caution Dada Photo	0	0	22.100.163	22.100.163	22.100.163
II. DETTES A CT	9.266.644.588	11.065.061.153	12.179.182.965	9.146.626.744	9.208.051.765
40 Fournisseurs	1.961.342.049	2.866.728.318	5.007.811.773	2.995.289.463	2.429.498.089
41 Avances clients	197.904.770	528.844.243	190.370.154	106.396.718	184.453.890
42 Salaires	117.962.993	226.428.062	318.570.154	234.843.883	81.748.845
43 Etat- impôts	184.984.839	315.679.602	175.865.631	210.290.631	300.248.129
44 Associés	862.084.039	763.117.486	661.433.593	532.619.327	507.910.460
45 Organismes sociaux	23.204.642	24.604.504	40.273.346	38.936.626	37.779.911
46 Créditeurs divers	9.579.521	19.148.665	22.677.431	483.532.033	1.706.480.847
471 Charges à constater	0	0	0	5.500.000	0
475 Compte de Rég. Passif	0	0	52.633.177	12.381.222	88.888.256
53 Effets à payer	0	1.967.000.000	336.063.000	531.884.598	597.018.908
56 Concours bancaires	5.909.581.735	4.353.510.273	5.373.484.706	3.994.952.243	3.274.024.430
87 Résultat net (bénéfice)	308.129.480	925.572.702	904.872.673	941.324.596	310.594.153
TOTAL PASSIF	10.386.512.596	15.994.437.624	18.061.991.972	15.970.760.347	16.342.779.521

Source : Etabli par l'auteur à partir des bilans de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L

En analysant le tableau précédent, nous constatons que les capitaux permanents occupent une faible part du total passif de l'entreprise, excepté la période 2012 sous étude qui occupe une grande part des capitaux permanents par rapport aux dettes à court terme sur la même période étudiée. Les dettes à court terme, quant à elles, occupent une part importante. Les capitaux permanents sont composés de capitaux propres et dettes à long et moyen terme contractées par l'entreprise.

Le passif de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L comprend les postes ci- après :

III.1.1.2.1. Les capitaux permanents

Il s'agit des capitaux qui sont à la disposition de l'entreprise pour une durée supérieure à un an. Nous retrouvons donc dans ce poste principalement les capitaux propres et les dettes financières à long et moyen terme.

Les capitaux permanents étaient seulement composés de capitaux propres tout au long de la période (2012- 2013) étudiée, majoré de dettes financières à long et moyen terme tout au long de la période (2014-2016) sous étude.

Les capitaux propres de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L sont constitués du capital social, des réserves facultatives, du report à nouveau ainsi que des écarts de réévaluation.

Les capitaux permanents se trouvent à la tête du classement des éléments du passif et les dettes à court terme viennent en dernière position.

Toutefois, le résultat net de l'entreprise, propriété de l'entreprise également, figure au bas du bilan, ce qui est une exception à la règle du classement par ordre d'exigibilité croissante. Elle sera corrigée par les techniques de passage du bilan comptable au bilan financier.

III. 1.1.2.1.1. Le capital social

« Le capital social représente l'ensemble des apports des actionnaires ou associés et ces apports se font soit en nature (apport de biens), soit en numéraire (apport d'argent) ou soit en industrie (savoir- faire).

Ce capital existe dès la création de la société et peut évoluer tout au long de la vie sociale (les augmentations de capital sont fréquentes pour accroître la crédibilité vis-à-vis des tiers) ».

Le capital social obéit au principe de fixité. Il est à la fois, en effet, la clé de répartition des droits des actionnaires ou associés dans la société et surtout le gage des tiers.

Pour le cas de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L, le capital social était de 800.000.000 FBU et il n'a pas varié pendant toute la période (2012-2016) sous étude.

III. 1.1.2.1.2 Les réserves

Pour **MEUNIER-ROCHER. B. (2003)**, « les réserves sont des bénéfices que l'entreprise a conservé dans le but de s'autofinancer ». [34]

Pour le cas de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L, ce sont les réserves facultatives qui composent cet ensemble de réserves et restent les mêmes tout au long de la période sous étude (2012-2016), soit 358.222Fbu.

III. 1.1.2.1.3. Report à nouveau

Pour **BERNARD Y., (2001),** « le report à nouveau est un excédent de résultats non affectés (positifs ou négatifs) d'un exercice maintenus provisoirement tels par l'entreprise par transport en état dans les comptes de l'exercice suivant ».[35]

III. 1.1.2.2. Les dettes à court terme

Il s'agit des dettes liées au cycle d'exploitation et des dettes financières à court terme, c'est-à-dire à moins d'un an. Les dettes d'exploitation comprennent les comptes fournisseurs et autres créances d'exploitation, c'est-à-dire les crédits accordés par les fournisseurs et autres parties prenantes au cycle d'exploitation (dettes sociales, impôts sur les bénéfices, etc.).

L'ensemble des dettes à court terme a évolué au cours de cinq années sous étude, passant de 9.266.644.588 FBU en 2012 à 9.208.051.765 FBU en 2016. L'augmentation moyenne a été de 5,25%. Parmi les dettes à court terme, les dettes envers l'Etat, le personnel de l'entreprise et les associés sont les plus importantes.

Pour les dettes envers l'Etat, elles sont constituées d'impôts que l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L n'a pas encore payés, ce qui fausse la structure financière de l'entreprise

34 Diagnostic financier, éd. d'organisation, Paris, 1989, p.25
35 Dictionnaire économique et financier, éd. Seuil, 1975, p.1002

TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L parce que jusqu'à présent l'entreprise les considèrent comme les dettes à C.T alors qu'il y a 5ans qu'elles ont été contractées. Donc, elles devraient être prises comme des dettes à long terme.

III.1.2. Structure du bilan financier

Avant l'analyse le bilan, une préparation méthodique de ce document s'impose.

Cette préparation est tout d'abord nécessaire parce que le bilan est établi dans une optique comptable qui ne converge pas totalement avec la perspective analytique du diagnostic financier. Il est donc important de corriger les effets de certains décalages que le formalisme comptable peut introduire entre la réalité économique du patrimoine et sa représentation bilancielle.

Des reclassements appropriés permettent d'aménager la présentation du bilan afin de faire mieux ressortir sa structure par terme.

III. 1.2.1. Passage des bilans comptables aux bilans financiers

Le bilan financier est un bilan comptable restructuré pour permettre d'effectuer un diagnostic financier répondant aux principes de l'équilibre financier. Le bilan comptable regroupe les opérations de manière détaillée au respect des principes comptables fondamentalement admis.

Plusieurs reclassements du bilan comptable sont nécessaires avant la constitution des quatre grandes masses homogènes du bilan financier.

Béatrice et GRANDGUILLOT.F donnent trois étapes suivantes :

III. 1.2.1.1. Reclassement des postes du bilan comptable

Les postes à reclasser sont les suivants : le capital souscrit non-appelé, les provisions pour risques et charges, les comptes courants d'associés, les postes de l'actif immobilisé, les charges et produits constatés d'avance, les postes des dettes, l'écart de conversion- actif, l'écart de conversion- passif et le résultat de l'exercice.

Le résultat de l'exercice est ventilé en capitaux propres pour la part mise en réserves et en dettes à moins d'un an pour la part distribuée aux associés.

III. 1.2.1.2. Intégration des éléments hors bilan

Certains éléments ne figurant plus ou pas au bilan comptable doivent être intégrés dans le bilan financier. Ces éléments sont les suivants : effets escomptés non échus, plus ou moins-values latentes, impôts latents.

III. 1.2.1.3. Elimination de postes de l'actif fictif du bilan comptable

Certains postes de l'actif n'ont aucune valeur actuelle et constituent l'actif fictif.

Ils doivent être éliminés de l'actif pour leur valeur nette et retranchés de capitaux propres au passif. L'actif fictif comprend : les frais d'établissement, les frais de recherche, les charges à répartir sur plusieurs exercices (frais d'émission d'emprunt), les primes de remboursement des obligations.

Pour le cas de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L, la période sous examen connaît des résultats nets positifs et l'entreprise ne distribue pas de dividendes, c'est pour cela que la totalité des bénéfices nets est ventilée aux capitaux propres. Les postes du bilan comprennent l'intégralité des dettes de l'entreprise.

Le passif à plus ou moins d'an est composé :

- ✓ Des capitaux propres représentant la valeur patrimoniale de l'entreprise ou actif net ;
- ✓ Des dettes exigibles à plus d'un an.

III. 1.2.2. Bilans restructurés de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L (2012-2016).

Nous allons présenter les bilans restructurés de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L avec leurs grandes masses en montrant la part relative de chacune des masses par rapport au total actif ou passif.

III. 1.2.2.1. Actif restructuré de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L

Dans le bilan financier, l'actif est regroupé dans une rubrique « actif à plus d'un an » et dans une rubrique « actif à moins d'un an ».

Le tableau ci-dessous montre l'actif restructuré de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L sur la période allant de 2012 à 2016.

Tableau 4 : Actif restructuré de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L (en FBU)

Années Libellés	2012	2013	2014	2015	2016
A.F.N	4.497.130.483 (43%)	3.582.915.424 (22%)	3.715.970.605 (20%)	3.737.839.539 (23%)	3.688.622.565 (23%)
V.E	3.267.042.803	4.636.526.985	5.824.270.598	4.429.432.104	3.694.548.706
V.R	2.477.080.686	7.548.936.375	8.233.793.480	7.668.319.161	8.648.693.347
V.D	145.258.624	226.058.840	287.957.289	135.169.543	310.914.903
A.C	5.889.382.113 (57%)	12.411.522.200 (78%)	14.346.021.367 (80%)	12.232.920.808 (77%)	12.654.156.956 (77%)
ACTIF TOTAL	10.386.512.596 (100%)	15.994.437.624 (100%)	18.061.991.972 (100%)	15.970.760.347 (100%)	16.342.779.521 (100%)

Source : Etabli par les auteurs à partir des bilans de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L

Pour les trois premières années sous étude (2012-2014), les valeurs d'exploitation ont affiché une évolution croissante et une évolution en dents de scie pour la période (2015-2016) étudiée. Cette augmentation est due à la hausse de stocks qui passe de 3.267.042.803 FBU en 2012 à 3.694.548.706 FBU en 2016.

Les valeurs réalisables, elles aussi, ont affiché une évolution croissante pour les trois premières années sous étude (2012-2014) et une évolution en dents de scie pour la période (2015-2016) étudiée. Elles passent de 2.477.080.686 FBU en 2012 à 8.648.693.347 FBU en 2016. Cet accroissement est dû à l'augmentation des créances clients et du compte d'attente de 150.000.000 FBU.

Les valeurs disponibles ont connu une évolution croissante tout au long de la période (2012-2015) sous étude et une baisse des disponibilités en 2016 par rapport à la période 2015 étudiée.

III. 1.2.2.2. Passif restructuré de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L

Dans le bilan financier, le passif est regroupé en deux grandes rubriques : les capitaux permanents et les dettes à court terme, qui sont classées par ordre d'exigibilité croissante. Les capitaux propres de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L incluent le capital social, les réserves facultatives, le report à nouveau, les écarts de réévaluation et le résultat non distribué.

Le tableau suivant montre le passif restructuré de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L sur la période allant de 2012 à 2016.

Tableau 5 : Passif restructuré de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L (en FBU)

Années Libellés	2012	2013	2014	2015	2016
C.P	1.119.868.008 (11%)	4.929.376.471 (31%)	5.882.809.007 (33%)	6.824.133.603 (43%)	7.134.727.756 (44%)
D.C.T	9.266.644.588 (89%)	11.065.061.153 (69%)	12.179.182.965 (67%)	9.146.626.744 (57%)	9.208.051.765 (56%)
PASSIF TOTAL	10.386.512.596 (100%)	15.994.437.624 (100%)	18.061.991.972 (100%)	15.970.760.347 (100%)	16.342.779.521 (100%)

Source : Tableau élaboré par les auteurs à partir des bilans de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L

En analysant le tableau précédent, nous remarquons que les capitaux permanents occupent une faible part du passif total. Le financement de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L n'est pas caractérisé par la quasi- stabilité des capitaux permanents, ce qui signifie que l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L est financièrement dépendante du système bancaire.

III.1.3. Analyse de l'équilibre financier de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L

Le concept d'équilibre financier est exploré à travers la notion de fonds de roulement net, du besoin en de roulement et la trésorerie nette.

III.1.3.1. Calcul du fonds de roulement net (F.R.N)

« Le fonds de roulement net représente l'excédent des capitaux permanents sur les actifs immobilisés nets ».

DEPALLENS.G. (1989), dit que : « le fonds de roulement net est la marge de sécurité constituée par l'excédent de l'actif circulant sur les dettes à court terme ».

Le fonds de roulement net se calcule de deux façons :

- La première est donnée à partir des éléments du haut de bilan :

Fonds de roulement = Capitaux permanents – Actifs immobilisés nets

Cette définition fournit une information sur les conditions de financement des investissements effectués dans les actifs immobilisés. Elle montre le montant des capitaux permanents utilisés dans l'acquisition des immobilisations.

- La deuxième définition du fonds de roulement net est donnée par les éléments du bas du bilan :

Fonds de roulement net = Actifs circulants – Dettes à court terme

Cette définition met l'accent sur l'équilibre financier et, par conséquent, le degré de couverture de l'actif circulant par le passif circulant.

Nous nous retrouvons devant deux méthodes de calcul mais aboutissant toutes à une même valeur.

F.R.N = Capitaux permanents – actifs immobilisés nets (1)

F.R.N = A.C – D.C.T (2)

Les deux méthodes de calcul du fonds de roulement net bien que numériquement équivalentes donnent lieu à des interprétations différentes. Mais, nous allons effectuer le calcul du fonds de roulement par le haut du bilan parce que cette méthode est privilégiée du fait que l'on peut agir sur son niveau que par des mesures modifiant les capitaux permanents et l'actif immobilisé.

Quant à la deuxième méthode, elle est caractérisée principalement par l'instabilité du fait des fluctuations qui affectent le déroulement du cycle d'exploitation.

Le tableau suivant montre l'évolution du F.R.N de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI sur une période allant de 2012 à 2016.

Années Libellés	2012	2013	2014	2015	2016
Capitaux permanents (1)	1.119.868.008	4.929.376.471	5.882.809.007	6.824.133.603	7.134.727.756
A.I.N (2)	4.497.130.483	3.582.915.424	3.715.970.605	3.737.839.539	3.688.622.565
F.R.N = (1) – (2)	− 3.377.262.475	1.346.461.047	2.166.838.402	3.086.294.064	3.446.105.191
Evolution		(140%)	(61%)	(42%)	(12%)

Tableau 6 : Calcul du F.R.N par le haut du bilan (en FBU)

Source : Tableau élaboré par l'auteur à partir des bilan de l'entreprise TOTATA-BURUNDI S.P.R.L

L'analyse de ce tableau montre que le F.R.N a été négatif en 2012, c'est-à-dire que les capitaux permanents de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L n'ont pas financé la totalité des immobilisations. L'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L enregistre une insuffisance en fonds de roulement de 3.377.262.475 FBU car, il lui manque des fonds pour financer les immobilisations.

Les quatre années suivantes, le F.R.N augmente sans cesse passant de 1.346.461.047 FBU en 2012 à 3446105191 FBU en 2016, soit une augmentation moyenne de 64% pendant quatre ans. L'entreprise dégage un surplus de ressources permanentes par rapport à l'actif stable.

III.1.3.2. Calcul du Besoin en fonds de Roulement (B.F.R)

Le B.F.R est calculé sur des éléments de l'actif, soit les stocks liés à l'exploitation, les créances à un an au plus et les comptes de régularisation de l'actif, et sur base des éléments du passif circulant, soit les dettes d'exploitation à un an au plus et les comptes de régularisations du passif.

Le Besoin en fonds de roulement (B.F.R) correspond à un besoin de financement créé par l'activité courante de l'entreprise et en particulier par son activité d'exploitation.

Il ressort de ce qui précède deux relations suivantes :

- Si l'exploitation entraîne un montant d'emplois supérieur à celui des ressources cycliques, elle crée un besoin de financement global ;

- Si au contraire, l'exploitation suscite des ressources qui excèdent le montant des emplois à financer, elle apporte une ressource globale ou une capacité de financement.

Le tableau suivant illustre le besoin en fonds de roulement de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L sur une période allant de 2012 à 2016.

Tableau 7 : Calcul du besoin en fonds de roulement (en FBU)

Années / Libellés	2012	2013	2014	2015	2016
V.E	3.267.042.803	4.636.526.985	5.824.270.598	4.429.432.104	3.694.548.706
V.R	2.477.080.686	7.548.936.375	8.233.793.480	7.668.319.161	8.648.693.347
Total	5.744.123.489	12.185.463.360	14.058.064.078	12.097.751.265	12.343.242.053
D.C.T	3.357.062.853	6.711.550.880	6.805.698.259	5.151.674.501	5.934.027.335
B.F.R	2.387.060.636	5.473.912.480	7.252.365.819	6.946.076.764	6.409.214.718

Source : Tableau élaboré par l'auteur à partir des bilan de l'entreprise TOTATA-BURUNDI S.P.R.L

Les besoins en fonds de roulement de l'entreprise se font sentir tout au long de la période (2012-2016) sous étude, c'est-à-dire que les besoins cycliques excèdent largement les ressources cycliques. Sachant que les besoins en fonds de roulement dépendent du niveau d'activité, leur augmentation est expliquée par une croissance du niveau d'activité.

Analysons dans le point suivant l'état de la trésorerie qui est garante de la solvabilité de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L

III.1.3.3. Calcul de la trésorerie de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L

« La trésorerie nette d'une entreprise à une date déterminée est la différence (à cette date) entre le F.R.N et le B.F.R ou encore entre la trésorerie active et la trésorerie passive ».

Le tableau qui suit montre la situation de la trésorerie de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L sur une période allant de 2012 à 2016.

Tableau 8 : Calcul de la trésorerie de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L (en FBU)

Années Libellés	2012	2013	2014	2015	2016
F.R.N (1)	−3.377.262.475	1.346.461.047	2.166.838.402	3.086.294.064	3.446.105.191
B.F.R (2)	2.387.060.636	5.473.912.480	7.252.365.819	6.946.076.764	6.409.214.718
T.R.E (1) – (2)	−5.764.323.111	−4.127.451.433	−5.085.527.417	−3.859.782.700	−2.963.109.527
EVOLUTION		(172%)	(223%)	(176%)	(177%)

Source : Tableau élaboré par les auteurs à partir des tableaux n° 7 et 8

D'après Conso. P. (1994), « l'investissement se traduit le plus souvent par une baisse sensible des liquidités et un accroissement de l'endettement. Toutes les ressources de l'entreprise sont mobilisées à cette fin ».[36] Donc, la reconstitution des liquidités va dépendre en partie du cash-flow secrété par les nouveaux investissements. La trésorerie négative résulte du non importance relative du fonds de roulement.

En 2012, le F.R.N est de −3.377.262.475 FBU, ce qui constitue un besoin, c'est-à-dire que les ressources sont insuffisantes pour couvrir les immobilisations. Mais, nous remarquons que le B.F.R est de 2.387.060.636 FBU, ce qui constitue un besoin en fonds de roulement de 2.387.060.636 FBU et une trésorerie passive de 5.764.323.111 FBU. Le fonds de roulement est de 3.086.294.064 FBU et de 3.446.105.191 FBU respectivement en 2015 et en 2016. Le B.F.R est de 6.946.076.764 FBU et de 6.409.214.718 FBU respectivement en 2015 et en 2016. La trésorerie est négative tout au long de la période (2012-2016) sous étude.

III.1.3.4. La ration d'autofinancement

Le ratio de financement des immobilisations de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L se présente comme suit (les montants sont représentés en FBU).

36 Conso. P, Gestion financière de l'entreprise, Tome 1, Dunod, Paris 1978, p.48.

Tableau 9 : Calcul du ratio de financement des immobilisations

Années Libellés	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**
Capitaux permanents (1)	1.119.868.008	4.929.376.471	5.882.809.007	6.824.133.603	7.134.727.756
A.I.N (2)	4.497.130.483	3.582.915.424	3.715.970.605	3.737.839.539	3.688.622.565
R.F.I = (1)/(2)	0.25	1.38	1.58	1.83	1.93

Source : Tableau élaboré par les auteurs à partir des tableaux n° 7 et 8

En analysant le tableau ci-dessus, nous constatons que le R.F.I est de 0.25 en 2012, cela signifie que l'entreprise devrait liquider une partie de ses immobilisations pour pouvoir faire face à ses dettes à court terme.

Pour les quatre dernières années sous étude, ce ratio de financement des immobilisations est supérieur à un. Cela signifie que l'entreprise finance l'intégralité de ses investissements cumulés par des ressources stables et se trouve en plus en mesure de financer de façon stable des éléments d'actif circulant, donc l'entreprise a une marge de sécurité justifiant ainsi un fonds de roulement positif.

III.1.3.5. Ratio de couverture des actifs circulants par le fonds de roulement net

Le ratio de couverture des actifs circulants qui oscille généralement entre zéro et un en cas de l'existence du fonds de roulement positif montre la part de l'actif circulant couverte par le fonds de roulement net.

Le tableau suivant montre le taux de couverture des actifs circulants par le F.R.N sur une période allant de 2012 à 2016.

Tableau 10 : Taux de couverture des actifs circulants par le fonds de roulement

Années **Libellés**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**
F.R.N (1)	-3.377.262.475	1.346.461.047	2.166.838.402	3.086.294.064	3.446.105.191
A.C (2)	5.889.382.113	12.411.522.200	14.346.021.367	12.232.920.808	12.654.156.956
R.C.A.C = (1)/ (2)	−0.57	0.11	0.15	0.25	0.27

Source : Tableau élaboré par les auteurs à partir des tableaux n° 5 et 7

En analysant le tableau précédent, nous constatons que le taux de couverture des actifs circulants par le fonds de roulement net est très faible durant toute la période sous étude suite à l'importance de l'actif circulant de l'entreprise.

Nous remarquons en outre qu'en 2012 le taux de couverture de l'actif circulant par le F.R.N est négatif parce que le F.R.N de 2012 est négatif.

III. 1.3.6. Ratio de couverture de stocks par le F.R.N

Ce ratio est donné par le rapport entre le fonds de roulement et les valeurs d'exploitation. Il indique la part des valeurs d'exploitation financée par le fonds de roulement.

Le tableau suivant montre le ratio de couverture des stocks par le F.R.N de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L sur une période allant de 2012 à 2016 (les montants sont présentés en FBU).

Tableau 11 : Taux de couverture de stocks par le F.R.N

Années Libellés	2012	2013	2014	2015	2016
F.R.N	-3377262475	1.346.461.047	2.166.838.402	3.086.294.064	3.446.105.191
V.E	3267042803	4.636.526.985	5.824.270.598	4.429.432.104	3.694.548.706
F.R.N/ V.E	-103.4%	29%	37.2%	69.7%	93.3%

Source : Tableau élaboré par les auteurs à partir des tableaux n° 5 et 8

En analysant le tableau ci-dessus, nous remarquons que le F.R.N a financé les valeurs d'exploitation à 29% ; 37% ; 69% et 93% respectivement en 2013, 2014, 2015 et 2016. Cela signifie que l'entreprise TOYOTA- BURUNDI dispose d'une marge de sécurité financière et une garantie de remboursement des dettes à moins d'un an pour les créanciers**.**

III.1.3.7. Ratios de liquidité (ou de trésorerie)

Les ratios de liquidité donnent une certaine mesure de la solvabilité de l'entreprise à court terme, de la capacité de l'entreprise à faire face aux règlements de ses dettes à court terme

MEUNIER- ROCHER. B. (2003), et GRANDGUILLOT. F. (2005), définissent quant à eux « la liquidité du bilan étant la capacité de l'entreprise à payer ses dettes à court terme à l'aide des actifs à court terme ».[37]

37 MEUNIER- ROCHER B., op. cit., p.93.

Son évolution est appréciée à l'aide de trois ratios suivants : ratio de liquidité générale, ratio de liquidité réduite (appelé aussi ratio de liquidité relative) et le ratio de liquidité immédiate (ratio de trésorerie immédiate).[38]

III.1.3.7.1. Le ratio de liquidité générale

Le ratio de liquidité générale exprime le rapport entre l'actif à CT et le passif à CT.

$$Ratio\,de\,liquidite\,generale = \frac{valeurs\,disponibles + valeurs\,realisables + valeurs\,d\,explotation}{dettes\,a\,court\,terme}$$

Ce ratio nous indique la trésorerie de l'entreprise d'une manière globale. Il tient compte des capitaux circulants et des dettes à court terme. Il a également le mérite de refléter la situation de solvabilité à court terme de l'entreprise en jugeant de sa capacité à honorer ses engagements vis-à-vis de ses partenaires au moyen de la transformation progressive de son actif circulant en liquidités. Ce ratio est également appelé « ratio de solvabilité à court terme ».

Le tableau ci- dessous montre le ratio de liquidité générale de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI sur une période allant de 2012 à 2016. (Les montants sont représentés en FBU).

Tableau 12 : Calcul du ratio de liquidité générale de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L

Années / Libellés	2012	2013	2014	2015	2016
A.C (1)	5.889.382.113	12.411.522.200	14.346.021.367	12.232.920.808	12.654.156.956
D.C.T (2)	9.266.644.588	11.065.061.153	12.179.182.965	9.146.626.744	9.208.051.765

38 GRANDGUILLOT. B. et F., op. cit., p.14

R.L.G = (1)/ (2)	0,63	1,12	1,17	1,33	1,37

Source : Etabli par les auteurs à partir des tableaux n°5 et 6

En analysant le tableau ci- dessus, nous remarquons que le ratio de liquidité générale est inférieur à l'unité en 2012, cela s'explique par l'insuffisance du F.R.N. Dans ce cas, l'actif à court terme n'est pas en mesure de financer les engagements à court terme.

Pour les années suivantes, le ratio est supérieur à l'unité. La solvabilité est assurée pour la transformation de son actif circulant en liquidités.

Selon MEUNIER- ROCHER, « l'entreprise peut avoir un ratio supérieur à 100% et malgré tout, rencontrer des difficultés de trésorerie. C'est le cas où les dettes à court terme arrivent à échéance alors que les créances arrivent à terme plus tardivement ».

III.1.3.7.2. Le ratio de liquidité relative (ou réduite)

Le ratio de liquidité relative est réduite des valeurs d'exploitation (il est ainsi appelé ratio de liquidité réduite), c'est-à-dire qu'il ne tient compte que de valeurs réalisables à court terme et celles disponibles de l'entreprise. Le ratio de liquidité relative exclut les stocks parce qu'ils ont une valeur et une liquidité plus incertaine que les créances et les disponibilités. Ce ratio mesure la capacité de l'entreprise à payer ses créanciers sans devoir vendre son stock.

$$\textbf{Ratio de liquidité réduite} = \frac{Valeurs\ disponibles + Valeurs\ réalisables}{Dettes\ à\ court\ terme}$$

Le tableau ci- dessus illustre le ratio de liquidité réduite de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L sur une période allant de 2012 à 2016.

Tableau 13 : Calcul du ratio de liquidité réduite de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L

Années / Libellés	2012	2013	2014	2015	2016
V.R (1)	2.477.080.686	7.548.936.375	8.233.793.480	7.668.319.161	8.648.693.347
V.D (2)	145.258.624	226.058.840	287.957.289	135.169.543	310.914.903
(1) + (2) = (3)	2.622.339.310	7.774.995.215	8.521.750.769	7.803.488.704	8.959.608.250
D.C.T (4)	9.266.644.588	11.065.061.153	12.179.182.965	9.146.626.744	9.208.051.765
R.L.R = (3)/(4)	0.28	0.70	0.69	0.85	0.97

Source : Etabli par les auteurs à partir des tableaux n° 5 et 6

En analysant le tableau précédent, nous remarquons que le ratio de liquidité réduite est inférieur à l'unité sur toute la période sous examen et cela s'explique par la prépondérance des valeurs d'exploitation dans la rubrique des actifs circulants.

Selon MEUNIER-ROCHER. B. (2003), « Pour éviter les problèmes de trésorerie, il est préférable que le ratio de liquidité réduite avoisine 100% afin de pouvoir toujours faire face aux échéances des fournisseurs ». Le même auteur précise que « l'entreprise peut rencontrer des difficultés de trésorerie avec un ratio supérieur à 100%. C'est le cas des entreprises qui accordent des crédits clients nettement supérieurs aux crédits fournisseurs ».

III.1.3.7.3. Ratio de liquidité immédiate

Le ratio de liquidité immédiate met en rapport les valeurs disponibles et les dettes à court terme. Il permet de juger de la capacité de l'entreprise à faire face à ses échéances à l'aide des seules valeurs disponibles.

Le ratio de liquidité immédiate est donné par la formule suivante :

Ratio de liquidité immédiate ¿ $\frac{Valeurs\ disponibles}{Dettes\ à\ court\ terme}$

Le tableau ci- dessous montre l'évolution du ratio de la trésorerie immédiate de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L.

Tableau 14 : Calcul de la trésorerie immédiate de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L

Années / Libellés	2012	2013	2014	2015	2016
V.D (1)	145.258.624	226.058.840	287.957.289	135.169.543	310.914.903
D.C.T (2)	9.266.644.588	11.065.061.153	12.179.182.965	9.146.626.744	9.208.051.765
R.L.I (1)/(2)	0.01	0.02	0.02	0.01	0.03

Source : Etabli par les auteurs à partir des tableaux n° 5 et 6

Les résultats de ce tableau nous montrent que la trésorerie immédiate de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L est inférieure à l'unité sur toute la période sous étude. Cela signifie que la trésorerie, elle seule, ne suffit pas pour financier les dettes à court terme. Mais, l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L n'a pas de problème de solvabilité ni de trésorerie parce que plus haut le calcul du ratio de liquidité générale nous a montré que la solvabilité est assurée par la transformation de son actif circulant en liquidités.

En général, l'argent disponible ne permet pas de financier la totalité des dettes à court terme (R.L.I inférieur à 100%). Le cas inverse (R.L.I supérieur à 100%) signifierait que l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L dispose suffisamment d'argent pour financer les dettes à court terme et cela donnerait l'image d'une mauvaise gestion de la trésorerie. Il y aurait trop de disponibilités, synonyme d'argent qui « dort ».

III.1.3.8. Ratio d'autonomie financière

Le ratio d'autonomie financière donne le rapport des capitaux engagés dans l'entreprise. Ce rapport est donné par la formule suivante :

$$Ratio\,d'autonomie\,financière = \frac{Fonds\,propres}{Passif\,total}$$

Pour le cas de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L, le ratio d'autonomie financière se présente comme suit sur une période allant de 2012 à 2016 (les montants sont exprimés en FBU).

Tableau 15 : Calcul du ratio d'autonomie financière de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L

Années / Libellés	2012	2013	2014	2015	2016
C.P (1)	1.119.868.008	4.929.376.471	5.860.708.844	6.802.033.440	7.112.627.593
Passif total	10.386.512.596	15.994.437.624	18.061.991.972	15.970.760.347	16.342.779.521
R.A.F = (1)/(2)	0.10	0.30	0.32	0.42	0.43

Source : Etabli par l'auteur à partir des bilans de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L

L'analyse du tableau précédent montre que l'autonomie financière de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L n'est pas satisfaisante, car les capitaux propres ne représentent pas la moitié du passif. Il présente un degré moins élevé d'autonomie financière et il est financièrement dépendant. L'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L est sous- endettée et ce sous- endettement pèse sur la rentabilité financière.

III.1.3.9. Ratio de permanence des capitaux

Ce ratio indique que les capitaux permanents représentent X% du montant du passif. Cette information rend compte d'une baisse ou hausse du poids des capitaux permanents dans le passif de l'entreprise.

$$Ratio\,de\ permanence\ des\ capitaux = \frac{Capitaux\ permanents}{Passif\ total}$$

Le tableau suivant montre le ratio de permanence des capitaux de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L sur une période allant de 2012 à 2016.

Tableau 16 : Calcul du ratio de permanence des capitaux de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L

Années / Libellés	2012	2013	2014	2015	2016
Capitaux permanents (1)	1119868008	4929376471	5882809007	6824133603	7134727756
Passif total (2)	10386512596	15994437624	18061991972	15970760347	16342779521
R.P.C = (1)/(2)	0.10	0.30	0.32	0.42	0.43

Source : Etabli par l'auteur à partir des tableaux n° 6

L'analyse du tableau ci-dessus montre que le ratio d'autonomie financière et celui de permanence des capitaux sont équivalents.

Section 2. Etude de la rentabilité de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L

L'exploitation de l'entreprise doit dégager un résultat indispensable pour sa pérennité et sa croissance, c'est le résultat qui va rémunérer les différents facteurs de production dont dispose l'entreprise.

L'absence de bénéfice révèle des déficiences importantes dans la gestion d'une entreprise. Dans tous les cas, il importe de faire une étude afin de pouvoir en discerner les causes.

Lors de notre analyse, nous allons faire recours aux tableaux des soldes caractéristiques de gestion qui sont constitués par la synthèse des opérations générées par l'exploitation dont l'aboutissement est le résultat net.

Après avoir analysé les différentes marges débouchant sur le résultat net, nous allons étudier deux types de rentabilités : la rentabilité économique et la rentabilité financière.

III.2.1. Analyse des soldes intermédiaires de gestion

Les soldes intermédiaires de gestion sont les suivants : la marge commerciale, la production de l'exercice, la valeur ajoutée, l'excédent brut d'exploitation, le résultat d'exploitation, le résultat courant avant impôt, le résultat exceptionnel et le résultat de l'exercice.

Dans les tableaux des soldes caractéristiques de gestion de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L (en annexes 1 et 2), le résultat exceptionnel n'apparaît pas, car l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L ne réalise pas des activités exceptionnelles.

III.2.1.1. La marge commerciale

Comme son nom l'indique, ce solde n'existe que dans les entreprises commerciales, c'est-à-dire dans les entreprises qui ne fabriquent pas leurs produits mais qui les achètent dans le but de les revendre en l'état.

Comme nous le trouvons dans le T.S.C.G, cette M.C est donnée par la formule ci-dessous :

Le tableau suivant montre l'évolution de la marge commerciale de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L sur une période allant de 2012 à 2016.

Tableau 17 : Evolution de la marge commerciale de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L (en FBU)

Années					

Libellés	2012	2013	2014	2015	2016
M.C	2.594.086.254	3.958.973.075	4.114.466.016	4.588.490.404	4.176.801.671
Evolution		53%	4%	12%	-9%

V.A = M.C + Production de l'exercice – Consommations intermédiaires

Source : T.S.C.G de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L

En analysant le tableau précédent, nous remarquons que l'évolution de la M.C de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L est satisfaisante. Elle est positive sur toute la période sous étude, sauf en 2016 où elle est négative. La diminution de la marge commerciale est due à une croissance démesurée des coûts d'achat des marchandises. Cette situation est dangereuse pour l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L car, si elle continue ainsi, cette dernière ne permettra pas de rétribuer les tiers autres que les fournisseurs de ces marchandises : personnel, organismes sociaux, Etat, associés ou actionnaires.

III.2.1.2. La valeur ajoutée

La valeur ajoutée est une notion importante du point de vue économique.

Comme nous l'avons vu dans précédemment, elle rend compte de la contribution de l'entreprise à la production nationale et sert à rémunérer le travail, le capital, les équipements et l'Etat sans oublier les apporteurs de capitaux.

Comme nous le trouvons dans le T.S.C.G, cette V.A est donnée par la formule ci- dessous :

Le tableau suivant montre l'évolution de la V.A de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L sur la période allant de 2012 à 2016.

Tableau 18 : Evolution de la valeur ajoutée de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R .L (en FBU)

Années ***Libellés***	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**
V.A	2.292.923.822	3.745.259.909	3.694.993.804	3.958.557.770	3.478.941.643
Evolution		63%	-1%	7%	-12%

Source : T.S.C.G de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L

En analysant le tableau précédent, nous remarquons que la valeur ajoutée de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L évolue en dents de scie. Elle est positive sur la période 2013-2015 sous étude, sauf en 2014- 2016 où elle est négative. La diminution de la valeur ajoutée a été due à la croissance démesurée des matières et fournitures consommées, des transports consommés ainsi que les autres services consommés. Sur la période 2014- 2016 sous étude, l'entreprise TOYOTA- BURUNDI ne crée pas de richesse mais consomme des ressources.

Cette situation est très dangereuse pour l'entreprise TOYOTA- BURUNDI, les facteurs de production utilisés ne peuvent pas être rémunérés car la valeur ajoutée est insuffisante pour couvrir leur coût.

D'après le décret n° 100/069 du 7 septembre 1998 relatif aux normes de gestion, de suivi et d'évaluation des sociétés à participation publique dans son article n° 1 : « la société publique doit prendre toutes les mesures nécessaires en vue de la maîtrise des charges et particulièrement des frais du personnel et veiller à ce que ces derniers n'excèdent pas 25% ».

Le tableau suivant montre le rapport Frais du personnel / V.A de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L les montants étant exprimés en FBU.

Tableau 19 : Calcul du taux de couverture des frais du personnel par la V.A

Années Libellés	2012	2013	2014	2015	2015
Frais du personnel (1)	1.011.344.116	1.238.500.686	1.301.173.513	1.263.509.583	1.296.900.237
V.A (2)	2.292.923.822	3.745.259.909	3.694.993.804	3.958.557.770	3.478.941.643
T.C.F.P = (1)/(2)	44%	33%	35%	32%	37%

Source : T.S.C.G de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L

En analysant le tableau précédent, nous remarquons que le rapport Frais de personnel/ V.A varié entre 32% et 44% sur toute la période sous étude. La valeur ajoutée est insuffisante pour couvrir les frais du personnel.

Conformément à la norme édictée par le SCEP, le rapport Frais du personnel sur valeur ajoutée ne devrait dépasser 25%. Or, nous constatons que ce rapport est supérieur à 25%. La norme n'est pas donc respectée.[39]

III.2.1.3. Le résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation caractérise les performances commerciales et industrielles d'une entreprise, indépendamment de la politique financière et fiscale. Il se situe donc avant les opérations hors exploitation et sur cessions d'éléments d'actif, ce qui a justifié parfois son appellation de « résultat courant ».

Le tableau suivant nous montre l'évolution du résultat d'exploitation de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L de 2012 à 2016.

Tableau 20 : Evolution du résultat d'exploitation (en FBU)

Années / *Libellés*	2012	2013	2014	2015	2016
Résultat d'exploitation	1.163.179.533	2.501.769.501	2.492.383.320	2.747.812.911	2.095.359.904
Evolution		115%	-0.4%	10%	-24%

Source : T.S.C.G de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L

L'analyse du tableau précédent montre qu'en 2013 et 2015, l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L enregistre un résultat positif. C'est une situation normale pour toute entreprise qui poursuit un but lucratif. Mais, pour les deux autres années, le résultat d'exploitation est négatif. Cette valeur négative est la résultante de la faiblesse de la valeur ajoutée. L'entreprise supporte des charges élevées qui ne participent pas à la création de richesse.

III.2.1.4. Le résultat courant avant impôt

Le résultat courant avant impôt est établi en tenant compte du résultat d'exploitation et du résultat exceptionnel. Le résultat courant avant impôt reste une bonne mesure de la rentabilité de

39 République du Burundi, Décret n°100/069 du 7 septembre 1998 relatif aux normes de gestion, de suivi et d'évaluation des sociétés à participation publique.

l'entreprise au sens de l'outil économique d'exploitation. Il mesure le bénéfice réalisé par une entreprise considérée comme un agent économique indépendant (avant de considérer l'impôt sur le bénéfice).

Le tableau suivant montre l'évolution du résultat courant avant impôt de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L sur une période allant de 2012 à 2016.

Tableau 21 : Evolution du résultat courant avant impôt de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L (en FBU)

Années ***Libellés***	**2012**	**2013**	**2014**	**2014**	**2016**
R.C.A.I	481.492.480	1.353.977.702	1.437.770.170	1.379.860.596	483.245.153
Evolution		181%	6%	-4%	-65%

Source : T.S.C.G de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L

En analysant ce tableau, nous remarquons que le résultat courant avant impôt a été positif sur toute la période sous analyse. Mais, ce résultat courant avant impôt a connu une variation tantôt à la hausse, tantôt à la baisse suite à la variation négative du résultat courant d'exploitation.

III.2.1.5. Le résultat net de l'exercice

Le résultat net de l'exercice indique ce qui reste à la disposition de l'entreprise après déduction de toutes les charges de l'année. Le résultat net de l'exercice est un indicateur privilégié de la rentabilité, car il laisse voir l'évolution de la richesse de l'entreprise, fruit de ses opérations d'exploitation. Toutefois, comme il englobe le résultat d'exploitation et le résultat exceptionnel, certains auteurs y opposent objection, disant que le fait de tenir en compte le résultat exceptionnel ne permet pas une bonne appréciation des performances financières de l'entreprise.

Selon PILVERDIER- LATREYTE J., (1990), « pour apprécier la capacité bénéficiaire de l'entreprise et son aptitude à générer des ressources internes, il faut éliminer l'influence des opérations exceptionnelles sur le résultat. En effet, ce n'est pas un signe encourageant pour l'avenir de l'entreprise si elle réussit à afficher un bénéfice grâce à une plus- value exceptionnelle sur vente d'un terrain par exemple ».

Pour l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L, le résultat net de l'exercice se présente comme suit sur la période allant de 2012 à 2016.

Tableau 22 : Evolution du résultat net de l'exercice de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L (en FBU)

Années ***Libellés***	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**
Résultat net de la période	308.129.480	925.572.702	904.872.673	941.324.596	310.594.153
Evolution		200%	-2%	4%	-67%

Source : T.S.C.G de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L

En analysant le tableau ci-dessus, nous remarquons que le résultat net de l'exercice de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L est toujours positif, mais très variant sur toute la période sous étude. Ce qui est un mauvais signe pour l'office car, sur la période 2014- 2016 sous analyse son activité courante n'est pas rentable et cela freine la croissance de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L.

III.2.2. Détermination de l'excédent brut d'exploitation et de la capacité d'autofinancement

III. 2.2.1. L'Excédent Brut d'Exploitation (E.B.E)

L'excédent brut d'exploitation (E.B.E) constitue un excellent indicateur de rentabilité économique car il exclut les politiques de financement et d'investissement. A ce titre, il offre à la fois une évaluation particulièrement fiable du résultat d'exploitation et une estimation de la contribution apportée par l'activité courante au financement de l'entreprise et à sa trésorerie.

Le tableau suivant montre l'évolution de l'E.B.E de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L.

Tableau 23 : Evolution de l'Excédent Brut d'Exploitation (en FBU)

Années ***Libellés***	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**
E.B.E	1.263.742.027	2.478.836.268	2.374.161.632	2.679.235.957	2.166.006.138
Evolution		96%	-4%	13%	-19%

Source : T.S.C.G de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L

En analysant ce tableau, nous remarquons que l'excédent brut d'exploitation a été positif sur toute la période sous analyse. Mais, cet excédent brut d'exploitation a connu une variation tantôt à la hausse, tantôt à la baisse suite à une faible valeur ajoutée consécutive au gonflement des charges d'exploitation alors que la production, elle, n'a pas suivi le même rythme.

III. 2.2.2. Capacité d'autofinancement (C.A.F)

La capacité d'autofinancement représente les ressources internes dont dispose réellement l'entreprise par le biais de ses bénéfices.

Elle peut également être définie comme étant la différence entre les produits encaissables et les charges décaissables. Elle est égale à la somme du résultat net de l'exercice et des charges non décaissées déduction faite des produits non encaissés.

C.A.F = Résultat net de l'exercice + D.A.P− R.A.P− Quote part de subventions virées au Résultat−Produits sur cession d'éléments d'actif immobilisés

La capacité d'autofinancement permet à l'entreprise de rétribuer ses actionnaires ou associés et d'assurer son autofinancement.

Comme son nom l'indique, « l'autofinancement est le financement que l'entreprise se crée elle-même, par son activité propre et qui est constitué par des moyens de financement permanents ou d'une certaine durée que l'entreprise trouve dans ses propres ressources (résultats, amortissements et provisions essentiellement) indépendamment du concours des associés ou des capitaux d'emprunt ».

Autofinancement = C.A.F - Dividendes

A l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L, l'autofinancement est égal à la capacité d'autofinancement parce qu'il n'y a pas de dividendes distribués.

Le tableau suivant nous montre l'évolution de la capacité d'autofinancement de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L

Tableau 24 : Calcul de la C.A.F de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L (en FBU)

Années Libellés	2012	2013	2014	2015	2016
1. Résultat net	308.129.480	925.572.702	90.4872.673	941.324.596	310.594.153
2. D.A.P	49.997.029	53.183.934	58.015.375	49.178.645	102.142.211
3. R.A.P	0	0	0	0	0
4. Quote part de subventions virées au résultat	0	0	0	0	0
5. Produits de cession d'éléments cédés	0	0	0	0	0
6. C.A.F =1+2-3-4-5	358.126.509	978.756.636	962.888.048	990.503.241	412.736.364

Source : Etabli par les auteurs à partir des soldes caractéristiques de gestion.

En analysant le tableau précédent, nous remarquons que le résultat net et la C.A.F ont évolué dans le même sens. La C.A.F est positive sur toute la période sous analyse. Les reprises sur amortissements et provisions, la quote-part de subventions virées au résultat et les produits de cession d'éléments cédés étant nuls, nous remarquons que la C.A.F de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L est gonflée par les dotations aux amortissements qui sont importantes.

III.2.3. Etude de la rentabilité par la méthode des ratios

Toute entreprise doit veiller à une meilleure rentabilité : sous peine de disparaître, elle doit faire du profit c'est-à-dire qu'elle doit réaliser un chiffre d'affaires supérieur aux frais de toute sorte qu'elle doit engager pour assurer son fonctionnement.

III.2.3.1. La rentabilité économique

La rentabilité est une notion économique fondamentale. C'est un concept fondamental en matière de gestion d'entreprise et, par conséquent, indispensable en matière d'analyse financière.

Selon COLASSE. B., (1994), « la rentabilité économique d'une entreprise dépend des facteurs multiples, variés et indépendants dont il est toujours délicat d'isoler l'effet propre ».

La rentabilité économique est donnée par la formule suivante :

$$R.C.I = \frac{Bén.Avant\ intérêt\ et\ impô}{Total\ actif} = \frac{Bén.Avant\ intérêt\ et\ impôt}{C.A} \times \frac{C.A}{T.A}$$

Cette décomposition montre que l'évolution de la rentabilité économique est le fruit, soit d'une évolution simultanée de la rentabilité de l'activité et de la rotation du capital économique, soit d'une stabilité de la rentabilité de l'activité assortie d'une meilleure rotation du capital économique, donc d'une utilisation de celui-ci et vice versa.

¿ $rapport \frac{Bénéfice\ avant\ intérêt\ et\ impôt}{C.A}$ représente le taux de marge économique.

Les ratios de marge expriment sous forme de pourcentage, le profit que l'entreprise retire par franc de vente.

¿ $rapport \frac{C.A}{T.A}$ représente le taux de rotation de l'actif total.

Le taux de rotation d'actif ou le ratio d'activité mesure la productivité de tous les biens disponibles dans l'entreprise, c'est-à-dire l'habilité avec laquelle l'entreprise sait tirer parti des moyens dont elle dispose pour l'exploitation. La tendance à la hausse de ce taux traduit une utilisation plus rationnelle des moyens de production mis en œuvre par l'entreprise. La meilleure rotation de l'actif total se produit quand ce taux est supérieur à 50%.

La rentabilité économique de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L est donnée par le tableau ci-dessous sur une période allant de 2012 à 2016.

Tableau 25: Calcul et évolution de la rentabilité économique de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L

Années / *Libellés*	2012	2013	2014	2015	2016
Actif total (1)	10.386.512.596	15.994.437.624	18.061.991.972	15.970.760.347	16.342.779.521
C.A (2)	14.574.828.185	18.326.902.127	20.805.180.070	17.321.397.025	18.995.345.584
Bénéfice avant intérêt et impôt (3)	1.163.179.533	2.501.769.501	2.492.383.320	2.747.812.911	2.095.359.904
a = 3/2	0.08	0.14	0.12	0.16	0.11
b = 2/1	1.40	1.15	1.15	1.08	1.16
R.C.A.I = a × b	0.112	0.161	0.138	0.173	0.128

Source : Etabli par les auteurs à partir des bilans et des T.S.C.G

En analysant le tableau précédent, nous remarquons que l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L connaît une baisse du taux de marge économique. Ce dernier a connu une diminution sauf en 2013 et en 2015 où il a eu tendance à augmenter en passant de 8% en 2012 à 14% en 2013, pour retomber à 12% en 2014. Il reprend son ascension en 2015 où il passe de 12% en 2014 à 16% en 2015, pour retomber de nouveau à 11% en 2016.

Cette baisse est due à une évolution antagoniste du CA et du bénéfice économique, car le premier connaît une évolution vers la hausse alors que le second connaît une évolution vers la baisse, ce qui altère considérablement le taux de marge économique.

Pour ce qui est du taux d'activité, ce dernier tend tantôt vers la hausse, tantôt vers la hausse, sa valeur varie entre 108% et 140% sur toute la période sous analyse.

Nous constatons qu'il reste toujours supérieur à 50%, ce qui signifie que les moyens de production mis en œuvre par l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L sont utilisés de façon rationnelle.

Quant au faible taux de rentabilité économique enregistré pour la période sous analyse, elle est la conséquence de l'activité conjuguée, de la baisse du taux de marge économique et de la baisse du taux d'activité.

La première est la résultante de la diminution du résultat courant suite à l'augmentation des charges d'exploitation tandis que la seconde est la résultante d'une faible augmentation du C.A par rapport à celle de l'investissement.

En conclusion, la rentabilité économique demeure à un niveau faible pendant toute la période étudiée suite aux charges d'exploitation qui pèsent sur le résultat économique.

L'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L n'est pas performant économiquement, la rentabilité économique est inférieure à 50% pour toute la période sous étude (de 2012 à 2016).

L'évolution de ces dernières années se poursuivant, sa survie à long terme sera menacée.

III.2.3.2. La rentabilité financière

La rentabilité financière est la capacité de pouvoir améliorer le résultat et la rentabilité des moyens engagés. Aussi appelée rentabilité des capitaux propres, elle dépend à la fois du degré d'utilisation du capital exprimé par la vitesse de rotation, des conditions de réalisation des ventes, c'est-à-dire de la marge nette, et de la politique d'endettement.

$$Rentabilité\ financière = \frac{Benefice\ net}{Fonds\ propres} = \frac{B.N}{A.T} \times \frac{A.T}{F.P}$$

Le premier facteur $\frac{B.N}{A.T}$ exprime la rentabilité de l'ensemble des capitaux investis.

Quant au deuxième facteur $\frac{A.T}{F.P}$,il exprime indirectement le degré d'endettement.

De par ce ratio, nous remarquons que la rentabilité des fonds propres dépend de l'existence d'un bénéfice net, c'est-à-dire dénué de tous les frais financiers. Celui-ci représente de ce fait le montant que la rémunération des fonds propres pourrait atteindre.

Le premier facteur $\frac{Benefice\ net}{Actif\ total}$ exprime la rentabilité de l'exploitation, c'est-à-dire la rentabilité de l'ensemble des capitaux investis dans l'entreprise tandis que le second facteur $\frac{Actif\ total}{Fonds\ propres}$ exprime indirectement le degré d'endettement car l'actif total est financé en partie par les fonds propres et par les fonds étrangers.

Pour l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L, le ratio de la rentabilité financière se présente comme suit :

Tableau 26 : Evolution de la rentabilité financière

Années / Libellés	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**
Actif total (1)	10.386.512.596	15.994.437.624	18.061.991.972	15.970.760.347	16.342.779.521
Bénéfice net (2)	308.129.480	925.572.702	904.872.673	914.324.596	310.594.153
Capitaux propres (3)	1.119.868.008	4.929.376.471	5.860.708.844	6.802.033.440	7.112.627.593
C = 2/1	0.03	0.06	0.05	0.06	0.02
D = 1/3	9.27	3.24	3.08	2.35	2.30
R.F = C X D	0.28	0.19	0.15	0.14	0.05

Source : Etabli par les auteurs à partir des bilans de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI

L'analyse du tableau précédent nous montre que, pour la période sous étude, la rentabilité financière n'est pas satisfaisante. Nous nous rappellerons qu'à cette période, l'entreprise TOYOTA-BURUNDI tournait beaucoup avec des fonds propres et de dettes à court terme dont les charges financières restaient insignifiantes. La rentabilité se dégrade suite aux charges d'exploitation qui sont excessives.

Conclusion du troisième chapitre

Dans le troisième chapitre intitulé le diagnostic financier de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L, nous avons analysé les principaux postes du bilan de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L et nous avons constaté que les capitaux propres ne sont pas égaux aux capitaux permanents parce que l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L a contracté les dettes à moyen et long terme sur la 2015-2016 sous analyse et l'équilibre financier de l'entreprise TOYOTA-BURUNDIS.P.R.L nous a montré que depuis 2012 jusqu'en 2016, l'actif de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L a été marqué par la prédominance des actifs circulants. Au passif du bilan, ce sont les dettes à court terme qui prédominent. Dans ce même chapitre, nous avons analysé l'équilibre financier de l'entreprise et nous avons trouvé que le F.R.N est positif sur toute la période sous étude sauf en 2012 où l'entreprise a enregistré une insuffisance en fonds de roulement.

Quant au besoin en fonds de roulement, il est positif sur toute la période sous analyse c'est-à-dire que les besoins cycliques excèdent les ressources cycliques. Après confrontation de ces deux éléments (F.R.N et B.F.R), nous avons trouvé que la trésorerie de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L est négative. Cette trésorerie négative résulte du non importance relative du fonds d roulement. Toujours dans ce même chapitre, nous avons calculé les différents ratios tel que le ratio de l'autonomie financière de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L et nous nous étions rendus compte, cette dernière n'est pas autonome financièrement parlant car, ses capitaux propres ne représentent le moitié du passif. Elle représente un degré moins élevé d'autonomie financière et elle est dépendante du système bancaire. Les résultats obtenus nous ont poussés à confirmer notre première hypothèse qui stipulait que « l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L est-elle saine financièrement parlant»?

Ensuite, nous avons analysé les principaux soldes caractéristiques de gestion qui ont révélés que l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L a une valeur ajoutée faible. Les charges d'exploitation ont été importantes tout au long de la période sous étude alors que la production n'a suivi le même rythme, d'où aussi la faiblesse du résultat d'exploitation. Le résultat d'exploitation est positif sur la 2013-2015 sous étude et pour les autres années, le résultat d'exploitation est négatif. Cette valeur négative est la résultante de la faiblesse de la valeur ajoutée. L'entreprise supporte des charges élevées qui ne participent pas à la création de la richesse.

Le résultat courant avant impôt, quant à lui, a été positif sur toute la période sous analyse et a connu une variation tantôt à la baisse, tantôt à la hausse suite à la variation négative du résultat courant d'exploitation. Concernant le résultat net de l'exercice, il est positif sur toute la période 2012-2016 sous analyse mais très variant, ce qui est un mauvais signe pour l'office car, sur la période 2014-2016 sous analyse, son activité courante n'est pas rentable et cela freine la croissance de l'entreprise.

Enfin, nous avons apprécié la rentabilité de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L par la méthode des ratios. Les rations de rentabilité économique et financière sont toujours positifs mais très faibles sur toute la période sous étude. Cela est très dangereux pour l'entreprise étant donné que ces ratios sont de bons indicateurs de performances financières. Après ces considérations, pouvons dire que l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L n'est pas rentable et l'entreprise présente un problème de survie à long terme. Cela nous pousse à confirme notre deuxième hypothèse stipulant que « les résultats de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L sont insuffisants pour lui permettre d'atteindre une rentabilité satisfaisante»?

CONCLUSION GENERALE ET SUGGESTIONS

Conclusion générale

L'objectif primordial de notre travail était d'établir un diagnostic financier qui consiste à recenser les forces et les faiblesses de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L afin de porter un jugement de valeur sur son équilibre financier, sa rentabilité et ses performances économiques et financières de ses activités commerciales. Cette analyse a passé par la collecte, la présentation, l'analyse et l'interprétation des informations à la lumière des documents reflétant la situation économiques et financières de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L. Les documents comptables ont été mis en évidence, les éléments caractéristiques de sa structure financière et de sa rentabilité. Nous pensons que les résultats obtenus peuvent aider à prévoir ou à anticiper les risques.

Dans le premier chapitre intitulé approches théoriques et conceptuelles sur le diagnostic financier, nous avons énoncé quelques concepts théoriques de base permettant d'effectuer un diagnostic financier. Ces concepts constituent des critères importants pour permettre de mesurer ou d'apprécier les performances économiques et financières de l'entreprise. Nous avons également dégagé les objectifs et l'intérêt du diagnostic financier, les notions du diagnostic externe et interne, les utilisateurs du diagnostic financier, la démarche du diagnostic financier, les indicateurs du diagnostic financier et enfin les sources d'information du diagnostic financier. Dans ce chapitre, nous avons vu que l'objectif d'un diagnostic financier est de parvenir à une connaissance parfaite de l'entreprise en faisant apparaître aussi bien ses points forts que ses points faibles. La rentabilité exprime la capacité pour une entreprise à dégager des revenus excédentaires au regard des capitaux engagés. Concernant l'équilibre financier, il est analysé à partir des indicateurs : le F.R.N, le B.F.R, la T.N, la solvabilité et la liquidité de l'entreprise.

Dans le deuxième chapitre intitulé présentation générale de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L, nous avons parlé de la description générale de l'entreprise. Ce chapitre parle de l'historique, la forme juridique, la situation géographique, la vision et missions, les objectifs et l'organisation administrative de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L.

Nous avons aussi montré les différentes attributions assignées aux différents services composant d'organisation.

Dans le troisième intitulé le diagnostic financier de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L, nous avons analysé les principaux postes du bilan de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L. et nous avons constaté que les capitaux propres ne sont pas égaux aux capitaux permanents parce que l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.R.P.L a contracté les dettes à moyen terme sur la période 2015-2016 sous analyse et l'équilibre financier de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L nous a montré que depuis 2012 jusqu'en 2016, l'actif de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L a été marqué par la prédominance des actifs circulants. Au passif du bilan, ce sont les dettes à court terme qui prédominent. Dans ce même chapitre, nous avons analysé l'équilibre financier de l'entreprise et nous avons trouvé que le F.R.N est positif sur toute la période sous étude sauf en 2012 où l'entreprise a enregistré une insuffisance en fonds de roulement. Quant au besoin en fonds de roulement, il est positif sur toute la période sous analyse c'est-à-dire que les besoins cycliques excèdent les ressources cycliques.

Après confrontation de ces deux éléments (F.R.N et B.F.R), nous avons trouvé que la trésorerie de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L est négative. Cette trésorerie négative résulte du non importance relative du fonds de roulement. Toujours dans ce même chapitre, nous avons calculé les différents rations tel que le ratio de l'autonomie financière de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L et nous nous étions rendus compte que, cette dernière n'est pas autonome financièrement parlant car, ses capitaux propres ne représentent pas la moitié du passif. Il présente un degré moins élevé d'autonomie financière et il est financièrement dépendant du système bancaire.

Les résultats obtenus nous ont poussés à confirmer notre première hypothèse qui stipulait que « l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L est-elle saine financièrement parlant » ?

Dans le troisième chapitre, nous avons analysé les principaux soldes caractéristiques de gestion qui nous ont révélés que l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L a une faible valeur ajoutée. Les charges d'exploitation ont été importantes tout au long de la période sous étude alors que la production n'a pas suivi le même rythme, d'où aussi la faiblesse du résultat d'exploitation. Le résultat d'exploitation est positif sur la période 2013-2015 sous étude et pour les autres années, le résultat d'exploitation est négatif.

Cette valeur négative est la résultante de la faiblesse de la valeur ajoutée. L'entreprise supporte des charges élevées qui ne participent pas à la création de richesse.

Le résultat courant avant impôt, quant à lui, a été positif sur toute la période sous analyse et a connu une variation tantôt à la hausse, tantôt à la baisse suite à la variation négative du résultat courant d'exploitation. Concernant le résultat net de l'exercice, il est positif sur toute période 2012-2016 sous analyse mais très variant, ce qui est un mauvais signe pour l'office car, sur la période 2014-2016 sous analyse son activité courante n'est pas rentable et cela freine la croissance de l'entreprise.

Enfin, nous avons apprécié la rentabilité de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L par la méthode des ratios. Les ratios de rentabilité économique et financière sont toujours positifs mais très faibles sur toute la période sous étude. Cela est très dangereux pour l'entreprise étant donné que ces ratios sont de bons indicateurs de performances financières.

Après ces considérations, nous pouvons dire que l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L n'est pas rentable et l'entreprise présente un problème de survie à long terme. Cela nous pousse à confirmer notre deuxième hypothèse stipulant que « les résultats de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L sont suffisants pour lui permettre d'atteindre une rentabilité satisfaisante » ?

Suggestions

Au regard de tout ce qui précède, nous avons jugé opportun d'émettre les suggestions suivantes :

- A l'endroit des responsables de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L :

- A court terme

- Ils devraient améliorer la rentabilité économique de l'entreprise en augmentant les montants de vente, c'est-à-dire la rotation.

- Les responsables de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L devraient concilier la dualité de rôle pour assurer la survie à long terme de l'entreprise.
- Les charges d'exploitation de l'entreprise sont élevées par exemple le taux de couverture des frais du personnel par la V.A varié entre 32% et 44%, ce qui est de loin supérieur au taux de 25% édicté par le SCEP. A l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L, les normes de gestion du SCEP ne sont pas respectées. Les responsables de l'entreprise devraient contrôler et maîtriser les coûts de l'organisation en assurant la gestion de ces charges.

  Pour ce faire, l'instauration de comptabilité analytique en remplacement de la comptabilité générale qui est actuellement utilisée permettrait de connaître la rentabilité de chaque service.

❖ A long terme

➢ A l'endroit de l'Etat :

❖ A court terme

L'Etat devrait accorder à l'entreprise TOTYOTA-BURUNDI S.P.R.L des subventions en vue d'acquérir ou de créer des immobilisations. A ce sujet, l'Etat devrait mettre en place une commission chargée de suivre régulièrement si ces subventions sont suffisantes et utilisées des fins prévisionnelles ou non.

❖ A long terme

- L'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L n'est pas efficacement productive et la rentabilité de ses investissements est faible. Le capital social de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L appartenant en totalité au secteur privé, ce dernier devrait donc ouvrir le segment de production à des opérateurs publics afin qu'ils puissent y investir.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

A. Ouvrages généraux

1. ALBOUY M., *Décisions financières et création de valeur*, 2ème édition, Economica, Paris, 2003

2. BELLALAH M., *Gestion financière : Diagnostic, choix des projets et investissements*, Economica, Paris, 2004

3. BERNARD Y., *Dictionnaire économique et financier*, Edition Seuil, Paris, 1975.

4. BOUKHEZAR O., Equilibre financier des entreprises, P.U Lyon, 1991.

5. CERRADA K., *Comptabilité et analyse des états financiers*, 2ème édition DEBOECK, Bruxelles, 2008.

6. COHEN E., *Analyse financière*, 4ème édition, Economica, Paris, 1997.

7. COHEN E., *Analyse financière*, 5ème édition, Economica, paris, 2000.

8. COLASSE B., *Analyse financière de l'entreprise, édition la découverte*, paris, 1994.

9. CONSO P., *Gestion financière de l'entreprise*, tome 1, 7ème édition, Dunod, Paris, 1994.

10. COURET A., *Initiation à la gestion*, Edition Montchrestien, Paris, 1974.

11. DEPALLENS G., *Gestion financière de l'entreprise*, SIREY, Paris, 1989.

12. GRANDGUILLOT B. et F., *Analyse financière*, 3ème édition, Gualino, Paris, 2005.

13. LANGLOIS G., *Gestion financière*, Edition Foucher, Paris, 2005.

14. Le DUFF R., *Encyclopédie de la gestion et du management*, édition Dalloz, paris, 1999.

15. LOCHARD J., *Les ratios qui comptent*, 2ème édition, Editions d'organisation, Paris, 1999.

16. MAHE de BOISLANDELLE H., *Dictionnaire de gestion*, Economica, Paris, 1998.

17. MEUNIER H., *La trésorerie des entreprises, plans de trésorerie, plans de financement*, 2ème édition Economica, Paris, 1990.

18. MEUNIER- ROCHER B., *Le Diagnostic financier*, édition d'organisation Paris, 2003.

19. PILVERDIER- LATREYTE J., *Finance de l'entreprise*, 5ème édition, Economica, Paris, 1990.

20. RICHARD J., *Comptabilité générale*, Dunod, Paris, 2008.

21. THOMAS O., *Bases de comptabilité et finance*, Ellipses Edition Marketing, Paris, 1991.

22. ZOPOUNIDIS C., *Evaluation des risques de défaillances de l'entreprise*, Economica, Paris, 1995.

B. Mémoires, revues et rapports d'études

1. NDAYISABA E., *Diagnostic financier des institutions de microfinance* : cas de REBECA-INKINGI S.A

2. HAKIZIMANA C., *Diagnostic financier de la Burundi insurance corporation (BICOR) Assurances générales*

3. HASHAKIMANA J. C., *Structure financière et performances de l'Interbank Burundi* (2009-2013)

4. ABDELJALILA A., *Diagnostic financier de l'entreprise*

5. NIYONKURU B. et UMURERWA A., *Diagnostic financier de l'entreprise publique de transport*

6. République du Burundi, Décret n° 100/069 du 7 septembre 1998 relatif aux normes de gestion et d'évaluation des sociétés à participations publiques.

ANNEXES

Annexe 1 : T.S.C.G de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L en FBU (Débit)

Années Libellés	2012	2013	2014	2015	2016
80 .DETERMINATION DE LA M.C					
60. COUTS DES STOCKS VENDUS	11.980.741.931	14.367.929.052	16.690.714.054	12.732.906.621	14.818.543.913
SOLDE DE LA M.C	2.594.086.254	3.958.973.075	4.114.466.016	4.588.490.404	4.176.801.671
TOTAL	14.574.828.185	18.326.902.127	20.805.180.070	17.321.397.025	18.995.345.584
81. DETERMINATION DE LA V.A					
61. MATIERES ET FOURNITURES CONSOMMEES	192.357.875	195.418.269	236.300.680	168.924.940	160.446.250
62. TRANSPOTRS CONSOMMES	111.610	375.000	535.000	969.000	3.352.500
63. AUTRES SERVICES CONSOMMES	390.040.940	400.213.401	604.006.916	894.189.963	1.018.042.100
TOTAL C.I	582.510.425	596.006.670	840.842.596	1.064.083.903	1.181.840.850
SOLDE DE LA V.A	2.292.923.822	3.745.259.909	3.694.993.804	3.958.557.770	3.478.941.643
TOTAL	2.875.434.247	4.341.266.579	4.535.836.400	5.022.641.673	4.660.782.493
DETERMINATION DE L'E.B.E					
65. FRAIS DU PERSONNEL	1.011.344.116	1.238.500.686	1.301.173.513	1.263.509.583	1.296.900.237
66. IMPOTS ET TAXES	17.837.679	27.922.955	19.658.659	15.812.230	16.035.268
SOLDE DE L'E.B.E	1.263.742.027	2.478.836.268	2.374.161.632	2.679.235.957	2.166.006.138
TOTAL	2.292.923.822	3.745.259.909	3.694.993.804	3.958.557.770	3.478.941.643
82. DETERMINATION DU R.E					
64. CHARGES ET PERTES DIVERSES	222.498.166	13.893.173	19.654.844	6.436.061	6.794.703
68. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	49.997.029	53.183.934	58.015.375	49.178.645	102.142.211
SOLDE DU R.E	1.163.179.533	2.501.769.501	2.492.383.320	2.747.812.911	2.095.359.904
TOTAL	1.435.674.728	2.568.846.608	2.570.053.539	2803427617	2.204.296.818
85. DETERMINATION DU R.C.A.I					
67. INTERETS BANCAIRES	681.687.053	114.7791.799	1.054.613.150	1.367.952.315	1.612.114.751

SOLDE DU R.C.A.I	481.492.480	1.353.977.702	1.437.770.170	1.379.860.596	483.245.153
87. DETERMINATION DU R.N					
86. IMPOT SUR RESULTAT	173.363.000	428.405.000	532.897.497	438536000	172651000
RESULTAT NET DE LA PERIODE	308.129.480	925.572.702	904.872.673	941.324.596	310.594.153

Source : Service comptabilité de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L

Annexe 2 : T.S.C.G de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L (Crédit)

Années **Libellés**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**
80. DETERMINATION DE LA M.C					
70. VENTE MARCHANDISES	14.574.828.185	18.326.902.127	20.805.180.070	17.321.397.025	18.995.345.584
SOLDE DE LA M.C	0	0	0	0	0
TOTAL	14.574.828.185	18.326.902.127	20.805.180.070	17.321.397.025	18.995.345.584
DETERMINATION DE LA PRODUCTION D'EXERCICE					
71. PRODUCTION VENDUE	281.347.993	382.293.504	421.370.384	434.151.269	483.980.822
TOTAL PRODUCTION D'EXERCICE	281.347.993	382.293.504	421.370.384	434.151.269	483.980.822
81. DETERMINATION DE LA V.A					
80. M.C	2.594.086.254	3.958.973.075	4.114.466.016	4.588.490.404	4.176.801.671
PRODUCTION D'EXERCICE	281.347.993	382.293.504	421.370.384	434.151.269	483.980.822
SOLDE DE LA V.A	0	0	0	0	0
TOTAL	2.875.434.247	4.341.266.579	4.535.836.400	5.022.641.673	4.660.782.493
DETERMINATION DE L'E.B.E					
81. V.A	2.292.923.822	3.745.259.909	3.694.993.804	3.958.557.770	3.478.941.643
76.SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	0	0	0	0	0
SOLDE DE L'E.B.E	0	0	0	0	0
82. DETERMINATION DU R.E					
E.B.E	1.263.742.027	2.478.836.268	2.374.161.632	2.679.235.957	2.166.006.138
74. PRODUITS ET PROFITS DIVERS	14.421.435	16.145.160	21.582.986	61.874.996	38.290.680
77. INTERETS ET DIVIDENDES RECUS	157.511.266	73.865.180	174.308.921	62.316.664	-
SOLDE DU R.E	0	0	0	0	0
TOTAL	1.435.674.728	2.568.846.608	2.570.053.539	2803427617	2.204.296.818
85. DETERMINATION DU R.N.A.I					
82. R.E	1.163.179.533	2.501.769.501	2.492.383.320	2.747.812.911	2.095.359.904
SOLDE DU R.N.A.I	0	0	0	0	0
TOTAL	1.163.179.533	2.501.769.501	2.492.383.320	2.747.812.911	2.095.359.904
87. DETERMINATION DU R.N					
86. IMPOT SUR LE RESULTAT	173.363.000	-	532.897.497	438.536.000	17.2651.000

RESULTAT NET DE LA PERIODE	0	0	0	0	0

Source : Service comptabilité de l'entreprise TOYOTA-BURUNDI S.P.R.L

ANNEXE 3 : GUIDE D'ENTRETIEN

1) Votre entreprise accomplit-elle efficacement sa mission ?
2) Quel type de comptabilité utilisez-vous ?
3) Pourquoi la valeur ajoutée affichée par votre entreprise est faible ?
4) Quels sont vos principaux clients ? Sont-ils solvables ?
5) Quels sont vos principaux fournisseurs ? Sont-ils payés à temps ?
6) Quelles sont les difficultés qui menacent le fonctionnement de votre entreprise ?
7) La valeur ajoutée de l'entreprise TOYOTA- BURUNDI S.P.R.L est très faible. Cela est dû à quoi ? Que comptez-vous faire pour changer cette situation ?